

le délit

McGill DAILY le délit
DPS SPD
DAILY PUBLICATIONS SOCIETY
SOCIÉTÉ DES PUBLICATIONS DU DAILY

Publié par la société des publications du Daily,
une association étudiante de l'Université McGill

ÉDITION SPÉCIALE
ÉLECTIONS PROVINCIALES 2018



CHASSÉ-CROISÉ
POLITIQUE

RÉDACTION

2075 Boulevard Robert-Bourassa, bureau 500
Montréal (Québec) H3A 2L1
Téléphone : +1 514 398-6784

Rédactrice en chef

rec@delitfrancais.com
Lara Benattar

Actualités

actualites@delitfrancais.com
Astrid Delva
Juliette De Lamberterie
Antoine Millette-Gagnon

Culture

artsculture@delitfrancais.com
Grégoire Collet
Évangéline Durand-Allizé

Société

societe@delitfrancais.com
Katherine Marin

Philosophie

philosophie@delitfrancais.com
Simon Tardif

Coordonnateur de la production

production@delitfrancais.com
Sébastien Oudin-Filipecki

Coordonnatrices visuel

visuel@delitfrancais.com
Alexis Fiocco
Béatrice Malleret

Multimédias

multimedias@delitfrancais.com
Matias Brunet-Kirk

Coordonnateurs de la correction

correction@delitfrancais.com
Niels Ulrich
Amine Baouche

Webmestre

web@delitfrancais.com
Mathieu Ménard

Coordonnatrice réseaux sociaux

reso@delitfrancais.com
Julie Mollard

Événements

evenements@delitfrancais.com
Madeleine Gilbert

Contributeurs

Louis-Thomas Kelly, Rafael Miro, Krzysztof SC,
Vincent Morreale, Inès Thiolat, Luc Pasqualini,
D'johé KingDju Kouadio, Hugo Gentil

Couverture

Alexis Fiocco
Béatrice Malleret

BUREAU PUBLICITAIRE

3480 rue McTavish, bureau B•26
Montréal (Québec) H3A 0E7
Téléphone : +1 514 398-6790
ads@dailypublications.org

Publicité et direction générale

Boris Shedov

Représentante en ventes

Letty Matteo

Photocomposition

Mathieu Ménard

The McGill Daily

coordinating@mcgilldaily.com
Lydia Bhattacharya

Conseil d'administration de la Société des Publications du Daily

Lydia Bhattacharya, Léandre Barôme, Tony Feng, Boris
Shedov, Nouëdyn Baspin, Julian Bonello-Stauch, Lara Benattar

Les opinions exprimées dans les pages du Délit sont celles de leurs auteur·e·s et ne reflètent pas les politiques ou les positions officielles de l'Université McGill. Le Délit n'est pas affilié à l'Université McGill.

L'usage du masculin dans les pages du Délit vise à alléger le texte et ne se veut nullement discriminatoire. Les opinions de nos contributeurs ne reflètent pas nécessairement celles de l'équipe de la rédaction. Le Délit (ISSN 1192-4609) est publié la plupart des mardis par la Société des publications du Daily (SPD). Il encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et d'illustrations dont les droits avant été auparavant réservés). L'équipe du Délit n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans le journal. Imprimé sur du papier recyclé format tabloïde par Imprimeries Transcontinental Transmag, Anjou (Québec).

Qui dit l'urgence?

LARA BENATTAR ET SIMON TARDIF
Rédactrice en chef &
Éditeur Philosophie

Lors du grand débat des chefs de la campagne québécoise, la question de l'environnement a été abordée après plus d'une heure et quart de débat. Comme dans les plateformes des quatre partis majoritaires — Coalition avenir Québec (CAQ), le Parti libéral du Québec (PLQ), le Parti québécois (PQ) et Québec solidaire (QS) — la question environnementale n'était qu'un point des programmes parmi tant d'autres.

Nous reconnaissons que la force des mesures proposées par chacun des partis est très variable. Chez QS, le plan de «transition économique» est solide. Il faut favoriser les circuits courts et les transports en commun, lutter contre l'extractivisme, retirer les voitures à essence d'ici 2050, pénaliser l'obsolescence programmée ou encore «délaissier complètement les emplois liés à l'exploitation et l'exploration pétrolière» (entrevue de Ruba Ghazal, p. 12). Les trois autres partis présentent aussi des mesures relativement concrètes («Mobilité, s'il-vous-plaît!», p. 9) pour lutter contre le changement climatique comme le «Grand Déblocage» et l'abrogation de la loi sur les hydrocarbures du PQ, l'accent mis sur l'électricité propre et le «zéro déchet» par la CAQ et la volonté du PLQ de renforcer le programme de biomasse forestière résiduelle, de soutenir la mise en place d'une filière hydrogène et d'instaurer «un fonds innovant pour la transition énergétique » de quinze millions de dollars.

Nous constatons cependant que les quatre partis ont choisi d'axer leur rhétorique sur la possibilité de faire du Québec un territoire plus propre pour les générations à venir grâce à une transition écologique. Pourtant, nombre de chercheur·e·s à travers le monde n'y croient plus et voient comme inéluctable l'effondrement de toutes les courbes, que l'on modifie ou non les variables. Il est admis par beaucoup que la crise écologique est bien trop avancée pour être évitée.

Ce constat demande alors que l'organisation de la politique soit radicalement modifiée. Il brise les dichotomies traditionnelles d'une part entre la gauche et la droite («Le Québec et l'ambiguïté nationale», p.11) et d'autre part entre le réalisme et l'idéalisme. La crise écologique nous empêche de croire que le «réalisme économique » défendu par le PLQ et la CAQ serait opposé à «l'idéalisme» des partis de gauche. Le réalisme ne peut se définir que par la prise en considération profonde de l'urgence dans laquelle nous vivons.

L'environnement ne peut pas être un point des plateformes puisqu'il conditionne tous les autres. Par exemple, penser l'indépendance du Québec (PQ et QS) et la réduction de l'immigration, mesure phare du CAQ, comme solutions durables aux enjeux actuels revient à oublier le caractère mondial des problèmes qui nous touchent.

Si les politiques ne disent pas l'urgence, nous serions alors en droit d'espérer que le système éducatif nous y prépare. Cependant, nul ne prévient vraiment celles que l'on appelle les «générations futures» que leur futur dégénère. Pour reprendre les mots de Ruba Ghazal (p. 12), il est urgent «d'institutionnaliser l'éducation à l'environnement».

Comme nous l'écrivions dans l'éditorial du 4 septembre, l'Université souffre d'un manque cruel de dialogue entre les facultés. Pensons à ces étudiant·e·s en économie qui ne savent parler que de ce qui est considéré la «seule option valable», celle de l'offre et la demande. Pensons encore à ces étudiant·e·s en santé publique qui ne savent pas penser la dissolution du monde et la destruction qui se portera sur nos sociétés.

Il s'agit donc de comparer le rôle que tient l'éducation dans notre imaginaire à celui qu'elle exerce réellement aujourd'hui. Le sujet de l'effondrement écologique est aussi essentiel qu'il est effacé. L'Université nous transmet les données d'un monde qui n'existe pas, en nous formant à appliquer des modèles qui ne fonctionnent pas. L'enseignement reçu à l'uni-

versité, cruellement dénué de réalisme, manque au devoir de nous accompagner en dehors d'une enfance où l'on est trop jeune pour saisir la complexité des enjeux de la société dans laquelle nous vivons.

Nous ne pouvons plus croire à l'idée selon laquelle l'éducation supérieure serait censée nous préparer à la vie «active»: on nous apprend plutôt à rester passif et accepter sans sourciller les logiques actuelles jusqu'à l'extinction de notre propre espèce. L'éducation est plutôt, hypocritement s'il en est, l'élevage dont Friedrich Nietzsche faisait la description. Notre éducation élève les humains comme nous élevons notre bétail: selon les caractéristiques que nous désirons. En ce sens, il n'est pas surprenant que le ventre du Capital soit si plein. Tout un système forme des générations entières à un mode de pensée qui n'a d'intérêt que pour lui. Le «génocide environnemental», titrait Serge Fortier dans un article pour Le Devoir.

L'Université McGill se targue d'éduquer une élite libre-penseuse, et des dizaines d'autres suivent la marche circumambulatoire. L'hérésie ne sait se contenir du réel entre autres choses parce qu'elle ne l'habite pas là où il se déclare funestement. Les dizaines de millions de déplacés à venir au Bangladesh n'affectent que de loin le corps étudiant mcgillois. Nos condominiums dans nos grandes capitales doubleront d'ingéniosité afin de maintenir notre qualité de vie. Il est dit que certaines personnes étudient la manière de protéger le quartier des affaires d'une ville américaine menacée par la montée des eaux. Si nous devons, plein de nos connaissances, vivre l'angoisse de disparaître ou encore la perspective de devoir devenir nous-mêmes migrants, parions qu'un tout autre discours remplacerait notre idéalisme. Au demeurant, notre tellement célébrée libre-pensée est la liberté d'un manque de pensée.

Comme la politique québécoise, l'éducation semble donc hors-sol: l'une s'occupe à administrer un territoire qui n'existe pas — celui qu'il est encore tant d'adoucir pour les générations à venir — et l'autre à transmettre des connaissances sur un monde utopique. ☹

Désinvestissement: pour bientôt?

Le Sénat fait pression sur McGill pour désinvestir des énergies fossiles.

JULETTE DE LAMBERTERIE
Éditrice Actualités

Le mercredi 12 septembre marquait la première réunion de l'année académique 2018-2019 du Sénat de McGill. Celle-ci a permis de présenter quelques comptes rendus, de faire le point sur l'institution ainsi que sur sa place dans le réseau universitaire, mais surtout d'aborder la question du désinvestissement de McGill des énergies fossiles.

Quelques mises à jour

L'incident diplomatique entre le Canada et l'Arabie Saoudite s'étant essouffé, Madame Fortier tient à souligner que la situation des étudiants concernés semble être retournée à la normale. «*Tout le monde a travaillé dur pour minimiser le plus possible les impacts sur ces étudiants*», affirme-t-elle. 222 des 223 étudiant·e·s concerné·e·s sont ainsi revenus pour le semestre d'automne. La principale mentionne aussi, dans l'attente des prochaines élections provinciales, le 1er octobre, que

des réunions avec chacun des chefs de partis ont été planifiées, dans l'optique de maintenir une continuité avec les récentes politiques de subventions universitaires.

Quel rôle pour le Sénat ?

Pendant près d'une heure, des discussions animées. Dans le contexte de la possibilité pour McGill de retirer tous ses investissements dans les énergies fossiles, le Sénat s'interroge sur son rôle dans la prise de cette décision; en substance, celui-ci n'a pas le pouvoir de trancher, constituant toutefois un des corps politiques les plus importants de McGill. Ainsi, le comité directeur (chargé de planifier les discussions du Sénat et les motions qui y seront débattues), pose une question à l'assemblée: «*Tenant compte de la division des autorités attribuées au Conseil des gouverneurs et au Sénat, celui-ci devrait-il [...] exprimer une opinion sur un enjeu déjà discuté par le Conseil[...]?*»? Christopher Manfredi, vice-principal exécutif et vice-principal aux

études, y répond négativement; certains objets entrent dans la juridiction du Conseil et d'autres dans celle du Sénat; l'un ne devrait pas intervenir pour l'autre. Ici, la question du désinvestissement tombe dans les mains du Conseil. Manfredi affirme que: «*Les sénateurs ne devraient pas intervenir, ils n'ont pas l'expertise nécessaire*».

«*Nous demandons aujourd'hui d'aider à remettre McGill du bon côté [de l'Histoire]*»

Les répliques fusent; un représentant de la Faculté d'arts et sciences rappelle qu'au nom de la liberté d'expression le Sénat devrait être en mesure d'exprimer une opinion sur une décision cruciale, qui concerne tout le monde. De plus, un autre sénateur soulève l'opacité de la prise de décision des gouverneurs, leurs

sessions étant presque toujours closes. Finalement, la question est posée: le Sénat devrait-il prendre position? La motion passe, la réponse est oui.

Désinvestissement: une réalité ?

Le Sénat se met ainsi à discuter de l'intérêt de désinvestir. Le sénateur Gregory Mikkelsen présente le cas de l'université d'Édimbourg, qui a supprimé tous ses investissements liés au charbon, au pétrole et au gaz. 140 universités ont à ce jour pris la même décision; McGill devrait selon lui être la prochaine. *Divest McGill*, le groupe étudiant qui lutte depuis 2012 contre les investissements dans les énergies fossiles, a longtemps démontré les bénéfices environnementaux, sociaux et même économiques d'un tel désinvestissement; en 2016, c'était toujours non. «*Cela nous a placé du mauvais côté de l'Histoire. [...] Nous demandons aujourd'hui d'aider à remettre McGill du bon côté*» déclare le sénateur. En adoptant cette décision, selon une autre sénatrice, McGill adopterait une position de

leadership politique en matière de gouvernance responsable, et ferait sans doute l'objet d'une couverture médiatique positive qui redorerait son image.

La principale Fortier et Christopher Manfredi se défendent: «*Il serait faux de dire que nous ne prenons pas cela au sérieux. [...] Mais il faut garder en tête la complexité de la situation.*» Manfredi tient à réitérer que la discussion présente est une grave erreur de gouvernance et que le Sénat ne devrait pas discuter de ce sujet. Selon lui, bien des universités prestigieuses, comme Yale, n'ont pas désinvesti. Il continue: «*Nous ne faisons d'ailleurs que très peu d'investissements directs*».

Ce dernier compte ainsi parmi la petite minorité qui a voté contre la motion «*d'informer le conseil des gouverneurs que le Sénat se porte en faveur, en principe, de la décision de désinvestir de toutes les sociétés dont l'activité principale est l'extraction, la distribution et/ou la vente de carburants fossiles [...]*». À suivre. ☹

Le Délit et The McGill Daily font tirer 1 passe étudiante chaque pour le Festival du nouveau cinéma 2018!

Tentez votre chance!

www.delitfrancais.com/promotions

Aucun achat requis.

Les règlements du concours sont disponibles en ligne.



LE PETERSON
EST MAINTENANT
PRÊT À VOUS
ACCUEILLIR

AU CŒUR DU QUARTIER
DES SPECTACLES

LOFT ET PENTHOUSE
TÉMOINS POUR VISITE

LOFTS AVEC PLAFONDS
DE 18 PIEDS À PARTIR DE
425 000 \$+TX
PENTHOUSES À PARTIR DE
769 000 \$+TX

DÉCOUVREZ TOUT CE QUE LE PETERSON PEUT VOUS OFFRIR.

BUREAU DES VENTES
405, RUE DE LA CONCORDE, AU 33^e ÉTAGE (LOCAL 3301)
MONTRÉAL 514 904-8855
PLACE-DES-ARTS

LE PETERSON
LePeterson.com

RENTREE DE L'AEUM : QUESTIONS PRESSANTES

Marina Cupido redonne de la place aux francophones.

ASTRID DELVA
Éditrice Actualités



**Marina Cupido
Vice-Présidente
aux
Affaires Externes**

Élue à la tête des Affaires externes en mai 2018, Marina Cupido, étudiante de quatrième année à la Faculté des Arts en Études du Moyen-Orient et du monde islamique, est désormais responsable de la coordination des relations de l'AEUM avec le gouvernement, les associations étudiantes, les groupes communautaires et les syndicats étudiants. Son rôle consiste également à fournir des ressources en français et à défendre les initiatives francophones sur le campus et dans la ville de Montréal. Une des causes dont Marina a fait fièrement la promotion est la défense des groupes autochtones de McGill. Un de ses objectifs est aussi d'améliorer les relations avec les habitants de Milton Parc.

Mettre fin aux abus de pouvoir

En abordant le problème qui a secoué le campus pendant l'été, à savoir la poursuite du professeur Amhed Ibrahim envers Sarah Abdelshamy, Marina est catégorique: «*C'est urgent de mettre un frein aux violences sexuelles endémiques.*». À travers les réseaux sociaux, Marina a adressé son soutien à Sarah. Marina souhaite que les relations intimes entre

professeur-e-s et élèves aux rapports de force inégaux soient interdites par l'Université pour permettre aux étudiant-e-s d'étudier en sécurité.

Commentant le nouveau guide des relations intimes entre le corps enseignant et les élèves, publié en mai 2018 par l'administration, Marina déplore une ambiguïté et des contradictions quant aux termes employés. Les relations entre professeur-e-s et élèves de facultés différentes ne sont pas interdites et il lui paraît anormal que seules les relations professeur-e-s-élèves d'une même faculté soient concernées. C'est pourquoi il lui semble plus que nécessaire que les relations entre un-e professeur-e et un-e élève de toutes les facultés soient simplement interdites afin de ne plus avoir à déplorer de nouveaux cas d'abus. Quant à Sarah, il lui semble essentiel que des moyens financiers et juridiques de la part de l'AEUM lui soient proposés. Marina conclut en ajoutant que des espaces de discussion et des mesures disciplinaires doivent être prises rapidement pour garantir le bien-être de chacun-e. Cette dernière interrogation clôt le sujet: «*Peu importe ce qui s'est passé,*

Sarah mérite d'être soutenue et si nous ne le pouvons pas, que pouvons-nous faire?»

Francophones et autochtones

Concernant la place de la francophonie au sein de l'Université et particulièrement de l'AEUM, Marina est déterminée à redonner sa place à cette tradition en perte de vitesse au sein des affaires universitaires depuis quelque années. Récemment, des réunions ont été organisées au sein de l'AEUM pour redonner de la place aux affaires de la francophonie. Dans la continuité de la cause francophone, Marina s'est engagée, lors de sa campagne, à créer des relations saines avec Milton Parc et ses habitants majoritairement francophones. Pour permettre à ces deux causes d'avancer, Marina annonce que deux comités seront créés prochainement, l'un pour la communauté de Milton Parc, et l'autre pour les affaires francophones au sein de l'administration, afin de faciliter la réalisation des actions. Un de ses projets est aussi de rassembler un-e représentant-e de chaque association étudiante francophone mcgilloise dans un comité dédié à la francophonie pour donner la

parole aux personnes concernées, qu'il consulterait plusieurs fois par an. L'engagement de la part des associations pour la défense des autochtones est aussi une de ses priorités, et Marina dénonce le manque de fonds accordés aux associations étudiantes comme le Comité aux affaires autochtones et la campagne pour changer le nom de l'équipe mcgilloise de football, les hommes rouges (*Redmen* en anglais). Selon iel, c'est une «*honte et une insulte*» pour le respect des peuples autochtones et le nom devrait être changé. Sa campagne pour changer le nom de l'équipe de football de McGill est, entre autre, une de ses promesses de l'année dernière et Marina souhaite s'y tenir.

De l'optimisme malgré tout

Malgré les coûts liés à la construction du bâtiment Shatner, le contexte politique dans lequel les élections québécoises se déroulent, avec la montée de la Coalition avenir Québec, que Marina considère inquiétante pour les minorités et les étrangers, iel se dit rester optimiste, «*l'année risque d'être intéressante.*» ☺

Réduire les dépenses de l'AEUM est inévitable.

ASTRID DELVA
Éditrice Actualités

En charge des Finances depuis mai 2018, Jun Wang est étudiant en quatrième année à la Faculté de gestion Desautels. Il s'était engagé pendant sa campagne à rendre les finances de l'AEUM plus transparentes et plus accessibles aux étudiant-e-s. Le rôle du chef de la direction financière de l'AEUM est d'assurer la stabilité administrative et à long terme de l'association. Le v.-p. Finances est en charge de préparer le budget annuel, de gérer les ressources humaines et de superviser le plan d'assurance.

Un budget déficitaire

Le budget de l'année 2018-2019 est un enjeu crucial, il ne cache pas la réalité des finances: «*Nous allons accumuler un lourd déficit car nous n'avons pas anticipé la fermeture du bâtiment.*». Suite à la fermeture du bâtiment Shatner, l'AEUM doit faire face à des dépenses additionnelles pour payer les loyers des bâtiments Robert Bourassa et Peel, alors que les travaux prennent du retard suite aux problèmes de sécurité. L'AEUM est aussi coupée de tout revenu, puisque le bâtiment qui auparavant

était loué par l'Université est hors de service. Cependant, Jun insiste: «*Je pense que ça devrait être une décision unilatérale en consultation avec tous les départements.*». Les départements ont déjà accepté de réduire leur budget alors que le coût lié aux locaux des clubs a doublé dans le budget. Il a été décidé que les premiers clubs qui seront enregistrés sur la plateforme de fonds seront assurés d'avoir un endroit et les fonds étant limités, cette règle semblait la plus juste face au nombre conséquent de clubs. Pour ceux qui n'auraient pas d'endroit attribué, Jun réfute toute responsabilité et ajoute que Tre Mansdoerfer et Sophia Esterle se chargeront de leur trouver un endroit alternatif sur le campus. Les candidatures ouvriront le 29 septembre plus tardivement que l'année dernière, si tout se déroule comme prévu.

L'organisation des clubs

Son premier objectif pour les semaines à venir est d'abord de transformer le système de comptabilité, qu'il considère comme inadapté face au nombre de clubs qui s'enregistrent et demandent des fonds. La priorité est de réorganiser le logiciel d'inscription afin de faci-

liter le processus et gérer plus rapidement les candidatures aux fonds. C'est pourquoi il a décidé de standardiser le système et de donner à chaque club un guide instructif détaillé. Le grand chantier qu'il lui reste à transformer est le système de comptabilité de l'AEUM, «*un système de comptabilité conservateur.*». Il réfléchit encore à remettre à neuf le système: «*Plutôt que de travailler avec l'ancien, pourquoi ne pas le faire avec un nouveau système?»*. Une autre problématique qui lui tient à cœur est le manque de communication entre les exécutifs et les départements: certaines règles ne sont pas assez claires et expliquées, ce qui entraîne des problèmes de procédures et des délais. Il tient à organiser des réunions pour mettre en place des règles explicites, et rendre tous les départements responsables.

Les frais dentaires

Jun est formel sur la décision prise: réduire la couverture dentaire était la seule solution face au déficit. Faisant référence à l'ancien v.-p. Finances, Esteban Herpin, il précise que «*l'ancien exécutif aurait dû faire une motion pour augmenter le coût de l'assurance.*»

Pour répondre aux besoins des étudiants, il souhaite cependant s'entretenir avec le comité des frais de santé dentaire pour changer la couverture qui est modifiée tous les cinq ans. Il comprend la frustration «*des élèves qui font leur dernière année et qui ne bénéficieront pas de la nouvelle couverture.*», mais pense que cette décision «*permettra aux nouveaux élèves de faire partie du processus.*». Il explique aussi que cette réduction de couverture dentaire va servir à investir davantage dans la santé mentale dans le futur sans toutefois préciser de date.

Des mesures éthiques

Alors qu'il souhaitait mettre en place des rapports hebdomadaires, en plus des rapports du conseil législatif, il a décidé de simplifier ces rapports pour les rendre accessibles aux étudiants. Cette décision va dans le sens de sa promesse de campagne vers une transparence des finances de l'AEUM. Enfin, il s'engage à remettre en marche le Comité des Investissements Éthiques qui n'était plus actif, et souhaite le mettre en lien avec Desautels Capital Management, un fond géré par des étudiants de l'Université. ☺



**Jun Wang
Vice-Président
aux Finances**

PHOTOS PAR
ALEXIS FIOCCO

Premier conseil législatif de l'année

Matthew McLaughlin souhaite une exemplarité des membres exécutifs de l'AEUM.

ASTRID DELVA
Éditrice Actualités

Le jeudi 13 septembre dernier, le Conseil législatif de l'Association Étudiante de l'Université McGill (AEUM, SSMU en anglais) se réunissait dans le bâtiment McConnell pour la première fois de l'année.

Premières années et élections

La soirée a commencé avec les motions sur les élections québécoises du premier octobre, les élections pour le Conseil de première année (*First year council* en anglais) et le référendum des semestres d'automne et d'hiver. Les inscriptions pour les élections de première année du 10 au 20 septembre seront suivies d'une campagne qui se conclura le 30 septembre. Le comité en charge des élections espère plus de diversité au sein du corps électoral pour mieux représenter les élèves internationaux. Concernant les élections québécoises, Marina



Cupido, v.-p. aux Affaires externes, a souhaité que les résultats de vote des étudiant-e-s mcgillois-e-s et des citoyen-ne-s montréalais-e-s soient comparés. C'est pourquoi une tendance des votes mcgillois sera annoncée. Concernant les élections de l'AEUM du prochain semestre, Ana Paula Sanchez, représentante de la Faculté des arts, a remis en cause la période de deux mois avant les votes qui, selon elle, pousserait des gens à se présenter par défaut.

La deuxième motion, concernant l'adoption des règles permanentes au Conseil, a été approuvée à l'unanimité après des débats sur le langage portant atteinte aux membres du conseil.

Motion de McLaughlin

Le débat marquant de la soirée restera l'approbation de la motion suivante proposée par le v.-p. aux Affaires Internes : « *L'état d'ébriété du v.-p. aux Affaires*

Internes et/ou du traitement de faveur aux événements de l'AEUM » (*VP internal intoxication and VIP culture at SSMU events*, en anglais, *ndlr*). Ce dernier souhaite que le v.-p. aux Affaires internes soit capable de représenter l'AEUM lors des événements officiels, faisant référence à des mauvaises conduites par le passé. Ana Paula Sanchez a souhaité qu'il dévoile des noms, mais celui-ci a simplement répondu qu'il avait reçu des bouteilles gratuites lors de *Frosh*, et qu'il considérerait ces dépenses comme étant personnelles et non pas payées par l'AEUM. L'adoption de la motion a été reportée au prochain conseil, puisque les mesures disciplinaires à adopter divisaient les représentant-e-s. Certain-e-s voulaient tout simplement qu'en cas de flagrant délit d'ébriété, le ou la v.-p. soit suspendu-e de ses fonctions. Andrew Figueiredo, représentant de la Faculté des arts, voulait que le ou la v.-p. passe par un conseil législatif pour approuver sa suspen-

sion. Gareth Price, représentant de la Faculté de génie, a ajouté que les conditions d'ébriété et toutes les situations devaient être précisées. À la suite du débat qui a suivi sa motion, Matthew McLaughlin s'est abstenu de répondre pour décaler l'adoption de la motion mais le débat devrait reprendre au prochain conseil.

Autres motions

Les dernières motions approuvées ont concerné la présence d'un nouveau membre de l'AEUM, le v.-p. aux Affaires universitaires Jacob Shapiro, au Comité d'administration (*Board of Directors* en anglais) et l'amendement de référence des termes de comités pour changer certains comités et en reformer d'autres. Marie Pilote et Garima Karia ont été élues au comité francophone. Le conseil s'est fini avec le rapport des deux premiers mois des exécutifs de l'AEUM qui se sont montrés assez optimistes pour la suite et espèrent réaliser leurs projets. ☺

À LA RECHERCHE D'UNE FORMATION EN JOURNALISME À MCGILL? PARTICIPE À LA PRODUCTION DU DÉLIT!

Écris un article, prends une photo,
ou dessine une illustration pour ta section préférée!
Viens rencontrer les éditeur.rice.s durant une soirée de production:

TOUS LES LUNDIS
17H - MINUIT
2075 BOUL. ROBERT-BOURASSA, BUREAU 500

Aucune expérience journalistique requise - seulement de la motivation!

Pour plus d'information, envoie un courriel à rec@delitfrancais.com

ledélit

delitfrancais.com/apropos/contribuer

L'université et la campagne: QS

Gabriel Nadeau-Dubois présente sa vision de l'éducation supérieure au *Délit*.

ANTOINE MILETTE-GAGNON
Éditeur Actualités

«**P**our nous, les universités doivent servir le bien commun.» Ainsi s'articule la vision que Gabriel Nadeau-Dubois, co-porte-parole de Québec solidaire (QS), a de l'éducation supérieure. «Les universités et les cégeps sont des institutions qui doivent permettre l'égalité des chances, l'avancement de la connaissance, la transmission de la culture et du savoir au Québec. [Elles] doivent être les plus accessibles possible — c'est pourquoi la gratuité scolaire est dans nos propositions depuis notre fondation. [Elles] doivent l'être économiquement, mais aussi géographiquement», explique-t-il.

«Les universités et les cégeps sont des institutions qui doivent permettre l'égalité des chances [...] c'est pourquoi la gratuité scolaire est dans nos propositions depuis notre fondation'»

Accessibilité et stages

L'accessibilité aux études supérieures est un enjeu qui a déchiré la société québécoise dans la dernière décennie. Gabriel Nadeau-Dubois, ancienne figure de proue du mouvement étudiant, souligne toute l'importance qu'a eu la mobilisation de 2012 en ce qui concerne l'augmentation effective de l'accessibilité aux études. Le candidat solidaire indique cependant que la situation actuelle n'est pas optimale pour autant: «Quand on regarde les statistiques, il y a encore une grande proportion des étudiants au Québec qui sont des étudiants de première génération. Donc, l'accessibilité aux études supérieures au Québec, ce n'est pas quelque chose d'acquis. On est encore dans une première phase d'accès à l'université.»

En plus de la gratuité, QS s'engage à offrir «une forme de rémunération» pour l'ensemble des stages au Québec. En effet, le candidat admet que la multiplication des stages — un phénomène qui a pris beaucoup d'ampleur ces dernières années — peut être une bonne chose pour la population étudiante. Toutefois, il pointe du

doigt le développement «chaotique» de ceux-ci et les conditions très variables auxquelles les étudiant·e·s font face:

« Dans certains milieux, souvent des milieux à prédominance masculine, les stages sont bien rémunérés, bien encadrés [...]. Dans d'autres domaines, souvent des domaines traditionnellement féminins, les stages sont très peu ou pas du tout rémunérés. Cela fait qu'on se retrouve dans une situation où de jeunes étudiants et de jeunes étudiantes doivent, d'une

ral de déréglementer les frais de scolarité des étudiant·e·s internationaux·ales, soutenant qu'une telle décision favorise principalement les universités montréalaises anglophones:

«[Les étudiants internationaux] vont devenir une véritable vache à lait [pour McGill et Concordia]. Or, il est faux de croire que l'Université du Québec à Chicoutimi, ou l'Université du Québec à Rimouski, auront les mêmes moyens de recrutement et qu'elles seront capables elles-aussi de pro-

rieure. Une université, ce n'est pas une multinationale [...].»

Toutefois, bien qu'attirer les étudiant·e·s étrangers·ère·s puisse sembler ne pas être prioritaire, le candidat énonce les éléments positifs que sont les échanges et l'immigration basée sur la rétention. Il souligne que l'accueil d'étudiant·e·s internationaux·ales est tout à fait cohérent avec la vision d'une université défendant le bien commun, critiquant plutôt la «logique marchande» du «soi-disant marché interna-

établissements d'enseignement supérieur), Gabriel Nadeau-Dubois indique d'emblée que c'est une «belle avancée» et salue le processus «transparent» ayant mené à l'adoption de cette loi. Il précise que ce projet a même été bonifié par la ministre responsable de l'Enseignement supérieur et de la Condition féminine Hélène David, à la suite de recommandations.

Le candidat nuance toutefois sa vision de la situation en expliquant que l'affaire n'est pas close. À ce titre, il mentionne qu'il est primordial de continuer à sensibiliser sur les campus et dans la société en général. Confronté à certains problèmes parfois soulevés par les communautés étudiantes, notamment l'impression latente que la Loi 151 permettrait aux universités de se doter de politiques sans réelle efficacité, le candidat solidaire avance l'idée d'instaurer un processus d'appel pour les plaintes faites au sein des institutions universitaires: «Ce que beaucoup de groupes ont souligné en commission parlementaire, c'est que si une plaignante se sent lésée dans le processus, il n'y a pas de deuxième recours.»

Questionné sur la possibilité de voir un gouvernement solidaire légiférer en ce qui concerne les relations entre professeur·e·s et étudiant·e·s, le co-porte-parole a appelé à la réflexion plutôt qu'à une décision tranchée:



part, payer leurs frais de scolarité, de l'autre, payer leurs dépenses courantes, mais travaillent à temps plein dans le cadre d'un stage qui n'est pas rémunéré! Ça devient une équation extrêmement difficile, voire impossible à résoudre. »

Financement des universités

En ce qui concerne le financement des universités, Gabriel Nadeau-Dubois avance qu'il y a «encore beaucoup de travail à faire». En effet, le co-porte-parole est très critique vis-à-vis la formule actuelle de financement «par tête de pipe», c'est-à-dire basée sur la population étudiante des universités. Il soutient que ce mode de financement encourage la compétition entre les universités et la chasse à la «clientèle» étudiante (terme qu'il tient à exprimer entre guillemets). Le candidat rappelle que c'est François Legault, actuel chef de la Coalition avenir Québec, qui est à l'origine de cette formule (à l'époque où il était ministre de l'Éducation du Parti québécois, *ndlr*). Du même souffle, le candidat solidaire dénonce la récente décision du gouvernement libé-

riter de cette manne-là. [...] Cela va donc augmenter les inégalités à l'intérieur du réseau universitaire en favorisant les grandes universités montréalaises — qui sont déjà favorisées dans le modèle actuel — et en défavorisant les universités un peu partout au Québec qui sont extrêmement importantes pour le réseau, et pour l'accessibilité des études au Québec.»

Le Québec avant l'international

En abordant la question de la déréglementation des frais de scolarité de ces étudiant·e·s, Gabriel Nadeau-Dubois ouvre la voie à un questionnement plus large, celui de la place du Québec sur la scène universitaire internationale. Questionné sur cet enjeu de fond, le candidat solidaire réitère sa conception du rôle des universités évoquée plus tôt. Il met l'accent sur l'idée que la mission des universités québécoises est d'abord de servir les Québécois·e·s:

«Le rôle de l'université [québécoise], ce n'est pas de compétitionner avec les universités américaines. Ce n'est pas de compétitionner sur le soi-disant marché international de l'éducation supé-

«Une grande proportion des étudiants au Québec [...] sont des étudiants de première génération'»

tionale universitaire». Enfin, il avance que l'une des meilleures façons d'améliorer la rétention des étudiant·e·s est d'offrir de bonnes opportunités d'emploi à ceux et celles souhaitant s'établir de façon permanente au Québec, affirmant par ailleurs que le dérèglement de leurs frais de scolarité «est une bien drôle de façon de leur souhaiter la bienvenue».

Violence sexuelle

Lorsqu'il est question des enjeux en éducation supérieure, difficile de passer outre la question des violences sexuelles sur les campus. Questionné sur l'efficacité de la Loi 151 (*Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les*

«Est-ce que c'est le gouvernement du Québec qui doit adopter une loi en ce sens-là? Est-ce que c'est plutôt les institutions universitaires qui doivent, de manière collégiale et démocratique, se doter de ces règles-là? C'est une grande question. [...] Même les intervenants sur le terrain ne s'entendent pas là-dessus. [...] Ce qui reste clair, c'est qu'il faut faire quelque chose. Il y a en ce moment un flou qui fait en sorte qu'il y a beaucoup de jeunes femmes — et de jeunes hommes — qui se sentent lésés, et ça, ce n'est pas acceptable.»

Pour ce débat, le candidat souligne l'importance de préserver «l'autonomie des communautés universitaires» et indique en ce sens que la Loi 151, bien qu'elle soit imparfaite, permet de trouver un «certain équilibre» entre l'action de l'État et celle des universités.

Gabriel Nadeau-Dubois conclut en réaffirmant que l'éducation et la gratuité scolaire seront parmi les propositions principales de Québec solidaire pour la campagne. «Vous allez [les] voir partout!» ☺

L'université en campagne: CAQ

Jean-François Roberge présente sa vision de l'éducation supérieure au *Délit*.

ANTOINE MILETTE-GAGNON
Éditeur Actualités

L'université pour le savoir ou l'université pour le milieu du travail? Pour la Coalition avenir Québec (CAQ), l'une ne va pas sans l'autre. C'est ainsi que l'explique Jean-François Roberge, porte-parole en matière d'éducation et candidat dans Chambly. Différente de l'éducation primaire et secondaire, l'éducation supérieure doit permettre aux jeunes d'atteindre leur plein potentiel. Le candidat caquiste souligne par ailleurs l'importance d'arrimer davantage les milieux de l'enseignements et du travail, ainsi que de l'enjeu de la recherche transférable en entreprise.

«Il va falloir davantage tenir compte des demandes des universités pour poursuivre cette mise à jour et réellement transformer le financement»

Financement adapté

Questionné sur la formule actuelle du financement universitaire, Jean-François Roberge affirme que la récente modification (un changement dans la portion de financement que les universités reçoivent selon les programmes qu'elles offrent, *ndlr*) est positive, mais qu'elle ne va pas assez loin: «C'est allé dans la bonne direction, mais ça a été trop timide. Ça a été une mise à jour plutôt qu'une réforme. On a corrigé ici et là des problèmes, mais je pense qu'une part de la réflexion est encore à faire.»

Toutefois, le candidat critique la rapidité de la décision du gouvernement libéral, et ce, même s'il reconnaît que les milieux universitaires ont été consultés dans le processus. «Ça a été fait rapidement parce qu'ils voulaient mettre le couvercle sur la marmite. J'ai l'impression qu'il va falloir davantage tenir compte des demandes des universités pour poursuivre cette mise à jour et réellement transformer le financement», avance-t-il.

Quant à la formule de financement en tant que telle, Jean-François Roberge propose de

modifier le financement du réseau d'enseignement supérieur au complet en prenant compte des spécificités des réseaux universitaire et collégial:

«Au collégial, c'est clair qu'on veut revoir la formule de financement FABES (formule à plusieurs segment comprenant entre autres les bâtiments, le personnel enseignant et les allocations fixes, *ndlr*) de manière à rehausser le financement de base et à permettre à des cégeps plus petits, souvent en région, d'avoir un financement qui tienne compte du fait qu'il y a moins d'étudiants par classe [...] et à financer ces groupes plus petits pour s'assurer que les cégeps

études supérieures «en bonifiant toujours et encore notre régime d'aide financière». Il se montre également en faveur de l'actuelle indexation des frais de scolarité qu'il décrit comme «revenant presque à un gel» et souligne l'importance de conserver la «paix sociale», en comparaison avec la «crise sociale» de 2012.

Le Québec, leader mondial

Pour Jean-François Roberge, la place du Québec à l'international est très importante. Le candidat rappelle que Montréal a été classée 1^{re} ville universitaire au monde (selon le classement QS 2017 de Quacquarelli Symond,

leg historique des années 80 et 90, qu'on est en train de perdre.» Dans cette même veine, Jean-François Roberge croit que le Québec a une richesse à offrir parce qu'il forme une société distincte inspirée à la fois des pensées nord-américaine et européenne. C'est ainsi que le candidat estime qu'il faut attirer davantage d'étudiant·e·s internationaux·ales. Le porte-parole énumère plusieurs arguments pour soutenir sa vision, évoquant notamment le soutien à la recherche ou encore la création de «ponts entre les nations», les étudiants étrangers faisant office d'«ambassadeurs du Québec». De plus, Jean-François

Jean-François Roberge croit que le gouvernement doit mobiliser les acteurs locaux pour réaliser des «opérations de séduction» visant les étudiant·e·s étranger·ère·s, indiquant qu'il serait ravi de voir ces dernier·ère·s faire «le choix du Québec». En ce sens, il soutient la nécessité de la coopération entre les universités, les municipalités et le ministère de l'Immigration. Questionné sur la déréglementation des frais de scolarité pour les étudiant·e·s internationaux·ales, le candidat caquiste explique que cette mesure comporte à la fois des avantages et des inconvénients:

«L'avantage, c'est qu'il y a des universités qui vont pouvoir se financer davantage. Disons-le, il y a des étudiants internationaux que cette hausse de prix n'effraiera nullement et qui n'auront donc aucun problème à payer et financer davantage notre réseau universitaire, donc pourquoi s'en priver? L'inconvénient, c'est qu'on pourrait perdre certains étudiants internationaux qui ne viendraient plus chez nous à cause de cela, particulièrement en région et pour les universités francophones. Il y a évidemment plus d'anglophones que de francophones sur la planète, alors il est plus difficile pour le réseau francophone d'attirer des étudiants internationaux. Il y a donc un risque de disparité de financement à l'intérieur du réseau.»

Besoin de clarté pour la loi 151

Enfin, l'enjeu de la violence sexuelle sur les campus est abordé. Que pense Jean-François Roberge de la loi 151? «On a fait un pas en avant», affirme-t-il d'emblée. Toutefois, le candidat soulève un bémol, à savoir l'absence de balises claires quant aux relations intimes entre professeur·e·s et étudiant·e·s. En effet, il s'inquiète des disparités qui pourraient exister entre différents campus:

«Imaginons que sur un campus, ce soit accepté et que des abus sexuels aient lieu, l'étudiant ou l'étudiante pourrait se dire: "Si j'avais été au campus à côté, j'aurais été mieux protégé·e." Le principe d'une loi, évidemment, c'est d'établir des balises qui soient valides à la grandeur du Québec.»

En conclusion, le candidat précise qu'il ne détient pas la solution à cette problématique, mais il croit que cette question a été évacuée et «balayée dans la cour de chaque université» et qu'il est nécessaire d'avoir une position claire et uniforme pour tous·tes les Québécois·es. ☺



COURTOISIE DE LA COALITION AVENIR QUÉBEC

«Il faut financer les créneaux d'excellence des plus petites universités pour s'assurer qu'elles se distinguent et qu'elles soient très fortes, même à l'international»

en région soient forts et que les programmes survivent.» Pour le réseau universitaire, le candidat caquiste avance l'idée d'un financement adapté à la pluralité des universités:

«Nous voulons garantir un financement qui réponde aux besoins différents des universités. McGill n'a pas les mêmes enjeux que l'Université du Québec à Chicoutimi ou l'Université du Québec à Rimouski. Il faut financer les créneaux d'excellence des plus petites universités pour s'assurer qu'elles se distinguent et qu'elles soient très fortes, même à l'international. De plus, il va falloir financer davantage les partenariats en recherche, et ce, particulièrement dans les domaines des sciences de la vie et du génie.»

Lorsque questionné sur l'évolution de l'accessibilité depuis 2012, le porte-parole en matière d'éducation soutient qu'il faut améliorer l'accessibilité aux

ndlr), mais se désolé de l'évolution récente du réseau d'éducation supérieure:

«Les dernières années ont témoigné d'un laisser-aller avec des coupes successives ou des réinvestissements qui ne sont pas à la hauteur. En 2012, il y avait un consensus pour reconnaître que notre réseau universitaire était sous-financé. On ne s'entendait pas sur la manière de le refinancer, mais tout le monde était d'accord là-dessus. C'est grave, parce que nos bons classements actuels ne sont pas dus aux dernières années de gouvernance libérale. C'est un

Roberge vante l'apport migratoire: «Lorsque les étudiants internationaux viennent ici, ils s'établissent souvent chez nous, ils deviennent des immigrants. C'est extraordinaire parce qu'évidemment, nous n'avons aucun problème de reconnaissance des acquis, ce sont des immigrants exceptionnels. Et lorsqu'ils s'installent dans de plus petits programmes — dans des cégeps ou dans des universités — en région, ils permettent de maintenir ceux-ci en vie.»

Ainsi, pour augmenter le taux de rétention de ces étudiant·e·s,

L'université en campagne: PQ

Catherine Fournier présente sa vision de l'éducation supérieure au *Délit*.

ANTOINE MILETTE-GAGNON
Éditeur Actualités

Le Parti québécois a-t-il une vision à long terme? «C'est clair, et c'est ça que les gens demandent!», s'exclame d'entrée de jeu Catherine Fournier, porte-parole en matière de condition féminine au Parti québécois (PQ) et candidate de Marie-Victorin. La péquiste se montre critique vis-à-vis des années au pouvoir du Parti libéral du Québec (PLQ) depuis 2000, qu'elle accuse d'avoir une «vision bancale à la petite semaine». Elle défend plutôt une vision de l'éducation supérieure «dans un plus grand ensemble» en mettant l'accent sur l'égalité des chances:

«C'est ce qui nous anime au quotidien: donner l'occasion à tout le monde au Québec, peu importe de quel milieu on provient, de réussir dans la vie, d'avoir accès à des études supérieures de qualité qui permettent par la suite d'occuper un bon emploi une fois sur le marché du travail. [...] L'éducation devrait toujours être la priorité permanente de la nation. C'est l'avenir des jeunes, donc l'avenir de l'ensemble de la collectivité.»

«“C'est important qu'il puisse y avoir ces deux aspects, que ça ne soit pas une logique mercantile à l'université et que [celle-ci] ne perde pas ses valeurs citoyennes d'enseignement”»

Éducation de qualité

Dans sa vision, la candidate dans Marie-Victorin défend l'importance d'une éducation supérieure de qualité. Mais qu'est-ce que la «qualité» pour le PQ? Questionnée à ce sujet, Catherine Fournier indique qu'elle comporte deux volets, comprenant d'une part les besoins de la main-d'œuvre et d'autre part la formation citoyenne:

«Pour nous, c'est important qu'il puisse y avoir ces deux aspects, que ça ne soit pas une logique mercantile à l'université et que [celle-ci] ne perde pas ses valeurs citoyennes d'enseignement. [Il

importe] de faire en sorte que les jeunes qui passent à travers le processus d'enseignement supérieur puissent se nourrir aussi comme citoyens. La marchandisation de l'éducation, pour nous, c'est vraiment un problème. Quand on parle de qualité, il ne faut pas oublier de voir l'ensemble du portrait, pas seulement penser au côté très pratique du marché du travail.»

Accessibilité et société

En plus de la qualité, l'accessibilité aux études supérieures est un vrai sujet de société. Sur ce sujet, Catherine Fournier affirme que malgré ses «faibles coûts», l'éducation supérieure n'est pas encore accessible pour tous et toutes au Québec. Elle soutient qu'il est souvent pris pour acquis que les frais de scolarité seront assumés par les parents et que, dans les faits, ce n'est pas toujours le cas. Par ailleurs, Catherine Fournier estime important de parler de l'augmentation de l'endettement étudiant lorsque vient le temps d'aborder la question de l'accessibilité.

C'est ainsi que le PQ propose la gratuité scolaire. La candidate explique que la mesure s'appliquerait d'abord (dans un premier mandat) aux jeunes issu-e-s de milieux «défavorisés économiquement» dans le but d'encourager l'accès des étudiant-e-s de première génération. Toutefois, Catherine Fournier précise que le parti est «ouvert à étendre la gratuité à tous les étudiants dans un deuxième mandat». Par ailleurs, elle amène l'idée d'assouplir le calcul de l'Aide financière aux études. Elle cite en exemple la prise en compte des pensions alimentaires dans le calcul, mesure qui doit être abolie «pour permettre à beaucoup de mères monoparentales de poursuivre des études supérieures».

«On croit que ça doit être un projet de société, la gratuité scolaire. C'est sûr que cela représente des sommes importantes, mais en même temps c'est

un investissement. Ça rapporte à la société par la suite. [...] Le plus rapidement on va atteindre la gratuité scolaire entière à l'université, le plus heureux on sera!», résume Catherine Fournier.

Repenser le financement

Pour le PQ, la formule actuelle du financement des universités est inadéquate. En effet, Catherine Fournier critique le financement par «tête de pipe» (le financement basé sur l'effectif étudiant des universités, *ndlr*). Elle explique les problèmes causés par ce mode de financement de cette façon:

«[Les universités] sont dans une espèce de compétition. Ça les pousse à construire des campus satellites qui ne sont parfois pas tellement nécessaires, qui ne répondent pas à un besoin mais qui sont là seulement pour pouvoir augmenter leur clientèle étudiante et donc avoir davantage de financement. C'est clair qu'il faut revoir cela. Il faut aussi plus d'incitatifs pour qu'il y ait plus d'étudiants qui vont en région, par exemple en créant des programmes qui sont plus nichés [...] pour avoir une dynamisation de notre territoire.»

En plus du financement des études, la candidate mentionne l'importance de financer la recherche universitaire, évoquant le plan «très ambitieux» de l'ancien ministre péquiste de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne (au sein du gouvernement minoritaire formé par le Parti québécois entre 2012 et 2014, *ndlr*). Elle exprime le souhait de voir le projet «[être remis] sur les rails une fois au gouvernement après le premier octobre».

«“Le plus rapidement on va atteindre la gratuité scolaire [...] à l'université, le plus heureux on sera!”»

Aucune relation prof-élève

En ce qui concerne l'épineuse question de la violence sexuelle sur les campus, Catherine Fournier estime que la loi 151 est un «bon premier pas» puisqu'un tel projet était attendu par les groupes et dans les universités. La candidate indique que le PQ se montre ouvert à étendre la loi à d'autres niveaux d'enseignement, par exemple à l'enseignement professionnel.

Catherine Fournier a siégé à la commission parlementaire du projet de loi 151 et elle a collaboré directement avec la ministre responsable de l'Enseignement supérieur et de la Condition féminine, Hélène David. La péquiste salue l'implication de ses collègues des autres formations politiques en expliquant que le projet a été bonifié de multiples façons:

«Par exemple, j'ai déposé des amendements qui font en sorte que le projet est maintenant appliqué aux clubs sportifs, qui sont liés aux universités mais qui n'étaient pas inclus dans le projet de loi initial. [...] On a aussi fait en sorte que les universités doivent déposer leur plan d'action plus rapidement, donc on a fait certains gains!»

Toutefois, le montant de ressources dédiées aux universités pour appliquer la loi est problématique selon la porte-parole en matière de condition féminine.

En effet, les universités sont tenues de mettre en place certaines mesures très rapidement — par exemple un guichet unique pour la réception des plaintes — sans que le gouvernement n'accorde nécessairement des fonds associés. Questionnée sur la possibilité d'une intervention du gouvernement en ce qui concerne les relations intimes entre professeur-e-s et étudiant-e-s, la candidate péquiste se montre «carrément» en faveur d'une in-

terdiction de ce type de relation. En effet, elle estime que la relation entre un-e membre du corps professoral et un-e étudiant-e est nécessairement une relation de pouvoir et que «nous ne sommes jamais certains que le consentement ne soit pas vicié».

Plus de présence internationale

Enfin, la question de la place du Québec dans le monde universitaire international est abordée. Catherine Fournier affirme qu'«il faut renforcer notre présence à l'international». En ce sens, elle pointe plusieurs aspects à améliorer. Elle indique l'importance de préserver les relations diplomatiques existantes, déplorant au passage un engagement non tenu du gouvernement libéral qui prévoyait octroyer des bourses supplémentaires pour attirer les étudiant-e-s francophones internationaux. La candidate déplore par ailleurs la hausse des frais de scolarité des étudiant-e-s français-es, estimant que cela «entache la relation entre le Québec et la France». Aussi, pour encourager la rétention des étudiant-e-s internationaux, le Parti québécois entend offrir un crédit d'impôt à ces dernier-e-s décidant de demeurer au Québec pour travailler.

En conclusion, Catherine Fournier souhaite voir l'éducation supérieure mieux considérée pendant la campagne: «C'est un grand travail de sensibilisation. Il faut que les partis démontrent que c'est un enjeu important, mais il faut aussi que la classe médiatique fasse son travail et puisse interpeller les partis sur [cette question].» ☺

Le Délit tient à préciser que le Parti libéral du Québec (PLQ) n'a pas répondu à ses demandes d'entrevue.



COURTOISIE DU PARTI QUÉBÉCOIS

Vox pop: Spécial élections

Quels sont les enjeux qui comptent le plus pour les mcgillois·e·s?

«Une de mes préoccupations, je pense que c'est un projet de la CAQ, (c'est un projet du PQ, ndlr) c'est la possibilité d'obliger les cégépiens anglophones à passer au moins un semestre en français, ce qui selon moi, détruit l'objectif d'aller étudier en anglais. Cela semble être le Québec qui veut protéger la langue française, mais cela empêche aussi un francophone de choisir d'étudier en anglais et de devenir bilingue.»

-Étudiante en psychologie, U2

«L'immigration et l'environnement. L'immigration c'est un thème tellement important, surtout que nous avons des partis avec des visions qui divergent beaucoup, [...] comme la CAQ, qui veut non seulement réduire le nombre d'immigrants, mais aussi faire passer des tests de valeurs. [...] [Je comprends qu'il faut] protéger la langue et la culture québécoises, mais ça ne peut pas devenir quelque chose de xénophobe. Il faut y faire attention, avec la montée du populisme et des divisions sociales. D'autres partis sont beaucoup plus ouverts, comme le Québec solidaire.

L'environnement est aussi un enjeu crucial, il faut une vraie transition, je trouve que Québec solidaire est intéressant pour cela. On a besoin de projets, sinon on punit notre futur et celui de nos enfants».

- Laurence, étudiante en économie, U2

«Je viens de la Colombie-Britannique, c'est donc différent-pour moi, mais mes deux plus grandes préoccupations concernent l'éducation et le système de santé. L'éducation devrait être abordable pour tous, les prêts devraient être donnés de façon appropriée. Je trouve aussi que le système de santé a besoin de réformes. La question des droits des Premières Nations me tient aussi beaucoup à cœur.»

-Étudiante en soins infirmiers, maîtrise

« C'est pas mon bail. J'y connais rien».

- Étudiant anonyme

«Un gros problème serait de tenter d'effacer ou de mépriser les autres cultures différentes de la culture québécoise. Selon moi, il faut accueillir les disparités entre les gens, en leur permettant de porter leurs signes religieux s'ils le désirent, par exemple.»

-Étudiant en psychologie, U2

«Je trouve que les frais de scolarité et les taxes sont trop élevés, surtout pour les étudiants internationaux. Je paie près de vingt mille dollars par semestre, c'est beaucoup trop. J'aimerais que ça change».

-Eva, étudiante en environnement, U2

PROPOS RECUEILLIS PAR JULIETTE DE LAMBERTERIE
Éditrice Actualités

Mobilité s'il-vous-plaît!

Les transports sont au cœur du discours électoral québécois.

LOUIS-THOMAS KELLY
Contributeur

Les plateformes ont été annoncées, des promesses faites, le débat des chefs effectué, les questions des citoyens entendues, des mains serrées: la campagne électorale québécoise bat son plein. Tandis que le vote du 1er octobre avance à grands pas, ce scrutin porte un caractère plutôt unique. Pour la première fois depuis plusieurs années, l'enjeu de la souveraineté québécoise n'est pas disputé par les candidats. Un sujet historiquement indispensable à la politique nationale québécoise est absent du discours politique en 2018.

Éric Bélanger, professeur au Département de sciences politiques à McGill, et chercheur en comportement électoral, nous offre une hypothèse à ce sujet. D'après son analyse, les Québécois se tournent vers un autre enjeu qu'ils sentent plus pertinent en temps et lieu; la question de la mobilité devient de plus en plus populaire dans le discours politique québécois et s'est incorporée dans les plateformes des partis. L'enjeu du transport en commun a pris de l'importance dans les élections municipales de l'an passé. La problématique



du manque de mobilité urbaine devient de plus en plus évidente pour les résidents des grands centres urbains tels que Montréal et Québec. De plus, les résidents de la périphérie font appel à des solutions tangibles, économiques et respectueuses de l'environnement pour faciliter les déplacements intrarégionaux.

Tour d'horizon des partis

D'une part, la Coalition avenir Québec (CAQ) prévoit un décongestionnement des centres urbains et un soutien pour une augmentation des réseaux de transports collectifs.

Leur plan vise une amélioration du réseau urbain et régional de Montréal et un troisième lien entre Québec et Lévis. De plus, ils identifient une déficience commerciale au Québec et sont en faveur d'un rapprochement avec le secteur privé du marché du transport électrique.

D'autre part, le Parti libéral du Québec (PLQ) favorise des infrastructures pour «faciliter la vie des Québécois». Les libéraux veulent promouvoir l'intégration des réseaux de transport en commun dans les communautés québécoises. Parmi les promesses se trouvent: des transports en commun gratuits

pour les étudiants et les aînés, et simplifiés pour tous les usagers, un troisième lien entre Québec et Lévis ou encore le Passeport mobilité, une application et une carte d'accès universelle qui permettraient aux usagers d'utiliser tous les services de transport durables du Québec. Le développement de la ligne rose du métro de Montréal et l'interconnexion entre les projets de transport collectif de Québec et de Lévis sont également des priorités.

Quant au Parti québécois (PQ), la fierté nationale a toujours fait partie de ses principes. Le parti cherche à mettre en place un système de mo-

bilité dont les Québécois devraient être fiers. Ce plan vise la lutte contre le changement climatique, la diminution du temps perdu dans la circulation et l'amélioration de l'accès interrégional. Son plan est notamment axé sur un projet de tramway à Québec, et sur ce que le parti intitule le «Grand Déblocage» pour la région métropolitaine de Montréal, soit un réseau qui permettra de relier plusieurs pôles régionaux comme Joliette, Saint-Jean-sur-Richelieu et Saint-Hyacinthe à la métropole.

Enfin, Québec solidaire (QS) propose une nouvelle agence publique pour l'intérêt des Québécois. L'Agence du transport interurbain serait établie dans le cadre d'une transition économique afin d'éliminer le monopole privé dans le secteur du transport interurbain. Le mandat serait de développer un réseau public fiable et abordable partout au Québec, notamment des projets en Mauricie, en Outaouais et un plan pour des transports à moitié prix pour toute la population.

En somme, la mobilité de la population à l'intérieur et à l'extérieur des centres urbains, la qualité de vie des citoyens de tous les âges et la lutte contre le changement climatique sont au cœur des préoccupations des Québécois, d'où le discours politique actuel. ☹

Marcher pour la planète

La marche du climat rassemble des Montréalais·e·s.

ASTRID DELVA
Éditrice Actualités

Le 8 septembre, près du Vieux-Port de Montréal, des citoyen·e·s se sont mobilisé·e·s pour la lutte contre le réchauffement climatique. Après Bangkok, Paris, Melbourne et Manille, les habitant·e·s de Montréal se sont retrouvé·e·s, suite à l'appel des groupes de pression 350.org, *Leap Montreal* et Justice Climatique Montréal, de 14h à 15h30, pour un rassemblement militant.

Ces marches répondaient à un message lancé sur les réseaux sociaux par un français de 27 ans après la démission du ministre de la Transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot, ancien ministre de l'Écologie en France, qui s'était plaint d'un manque de soutien populaire pour la cause environnementale le 28 août dernier.

Après des manifestations ayant rassemblé plus de 18 000 personnes à Paris selon la Préfecture, 1 300 manifestant·e·s à Bruxelles devant le Parlement européen, 15 000 personnes à Copenhague et 800 personnes à Manille (plus gros rassemblement en Asie), Montréal a



fait pâle figure avec des dizaines de manifestants, selon *Le Journal de Montréal*.

Des militants déterminés

Parmi les groupes présents, les *Mamies en colère* (ayant comme slogan: «quand le dernier arbre aura été coupé, le dernier poisson aura été pêché, la dernière rivière empoisonnée, alors vous vous rendrez compte que l'argent ne peut pas être

mangé») avaient pour but de dénoncer l'inaction du gouvernement canadien face aux dérèglements climatiques qui détruisent la planète depuis plus de vingt ans. Plusieurs responsables d'associations, dont Nicolas Chevalier, porte-parole de *Leap Montreal*, ont pris la parole pour dénoncer non seulement l'inaction du gouvernement canadien mais aussi le choix politique du président des États-Unis, Donald Trump,

de se retirer des accords pour la protection de l'environnement. Le porte-parole a déclaré dans un communiqué de presse que «nous devons accélérer la transition vers une société sans énergies fossiles, mais le gouvernement fédéral nous mène dans la mauvaise direction avec son rachat de l'oléoduc de Kinder Morgan et le recul de ses engagements climatiques devant la pression de l'industrie pétrolière».

Une étudiante de Concordia, Sally Livingston, membre du Conseil des Canadiens (*Council of Canadians* en anglais), a fustigé le manque d'investissement du gouvernement dans les énergies vertes: «Nous ne voulons plus que nos taxes aillent dans les énergies fossiles.» Elle a aussi interrogé indirectement plusieurs fois le premier ministre canadien Justin Trudeau avec cette question: «Monsieur Trudeau, qu'est-il arrivé aux promesses?» Cela fait référence aux promesses de campagne du ministre Trudeau, qui a approuvé des projets d'oléoducs en Alberta détruisant des réserves autochtones, allant à l'encontre de ses promesses envers ces derniers.

Un rassemblement pour l'espoir

Malgré les enjeux loin d'être résolus, des projets et des procès ont été reconnus comme porteur d'espoir pour l'année à venir: le Sommet mondial d'Action pour le Climat a eu lieu du 12 au 14 septembre, à San Francisco, en Californie; neuf villes américaines ont porté plainte contre des compagnies pour promotion et usage de produits dangereux; et on dénombre soixante poursuites contre le gouvernement du président américain Donald Trump. ☉

Le débat électoral à Radio-Canada

Bref retour sur certains aspects du grand débat des chefs.

ANTOINE MILETTE-GAGNON
Éditeur Actualités
SIMON TARDIF
Éditeur Philosophie

Jeudi soir a eu lieu le Grand débat des chefs organisé par Radio-Canada. *Le Délit* a assisté au débat dans un bar de Rosemont, où le plus proche rival du chef du Parti québécois (PQ), Vincent Marissal de Québec solidaire (QS), avait rassemblé ses troupes. *Le Délit* a recueilli ses impressions du débat.

Pour maintenir au sein de la population l'idée que son parti représente le changement, François Legault devait incarner une rupture avec les libéraux de Philippe Couillard. Au débat, Legault a eu cette occasion sur nombre de sujets, mais Jean-François Lisée et Manon Massé ont eu tôt fait de rappeler la similitudes qui existent entre les propositions des deux partis. Le chef du PQ y est même allé d'une pointe en faisant mine de confondre Legault et Couillard, rappelant comiquement la grande similitude que plusieurs imputent aux deux partis.

Éducation

Jean-François Lisée s'est présenté en défenseur de l'éducation, proposant une «loi-bouclier» interdisant la réduction des dépenses en éducation pour les gouvernements subséquents.

Philippe Couillard, dont le gouvernement a coupé dans les dépenses en éducation dans les deux premières années de son mandat, a proposé l'augmentation de la rémunération des enseignants afin de valoriser la profession.

Quant à elle, Manon Massé, en plus de proposer la gratuité scolaire «du CPE au doctorat», veut réduire le nombre d'élèves par classe.

Finalement, François Legault a présenté son projet de la maternelle à quatre ans pour tous. Le chef de la CAQ a même laissé entendre qu'il ne pourrait faire de

la politique que pour cet enjeu. Québec solidaire s'est montré sceptique face à la Coalition avenir Québec en ce qui concerne son programme en éducation alors que le parti, s'il forme le gouvernement, prévoit faire des coupes dans le ministère sans pour autant faire des coupes dans l'éducation.

Écologie/économie

Alors que l'on aurait attendu de Québec solidaire un rattrapage de son temps de retard durant ce segment du débat, Manon Massé n'a pas particulièrement insisté sur les propositions solidaires en matière d'environnement, pourtant cheval de bataille de leur programme.

Dans le coin du PQ, un Jean-François Lisée énergique et assuré s'est fait sentir en ce qui concerne la crédibilité du Parti québécois en matière d'environnement. Même le rappel de François Legault du vote favorable en chambre du PQ au projet de cimenterie de Port-Daniel en 2015, le projet industriel le plus polluant de l'histoire du Québec, n'a pas semblé ébranler Lisée. Québec solidaire n'a d'ailleurs pas jugé bon d'assiéger la crédibilité environnementale du PQ dans les échanges qui ont suivi. Manon

Massé s'est toutefois permis de qualifier les propositions des autres partis de «mesurettes».

Marissal déçu du débat

Questionné par *Le Délit*, l'ancien analyste politique et candidat Vincent Marissal a dénoncé le «congrès de comptable» qui lui semblait avoir eut cours, qualifiant les 20 premières minutes d'«inécoutables». Le candidat a toutefois eu de bon mots pour sa porte-parole: «Manon a joué son jeu, elle a laissé [les autres chefs] crier. Elle les a laissés s'entretenir dans une logique *macho*. [...]»

Quant aux autres chefs, l'ex-chroniqueur s'est permis quelques commentaires: «Monsieur Legault qui nous a appris ce soir qu'il allait déporter des immigrants avec l'aide du fédéral. C'est quand même quelque chose! [...] Monsieur Couillard nous a dit qu'il a aidé les familles du Québec alors qu'il coupe constamment. [...] Monsieur Lisée, au début, voulait tellement pisser dans tous les coins de la pièce comme un vieux matou. Il criait, il prenait toute la place.» ☉

TEXTE ECRIT PAR
RAFAEL MIRO
ASTRID DELVA
INFOGRAPHIE RÉALISÉE
PAR
ASTRID DELVA

AFRIQUE
FRANCOPHONE

Samedi 15 septembre

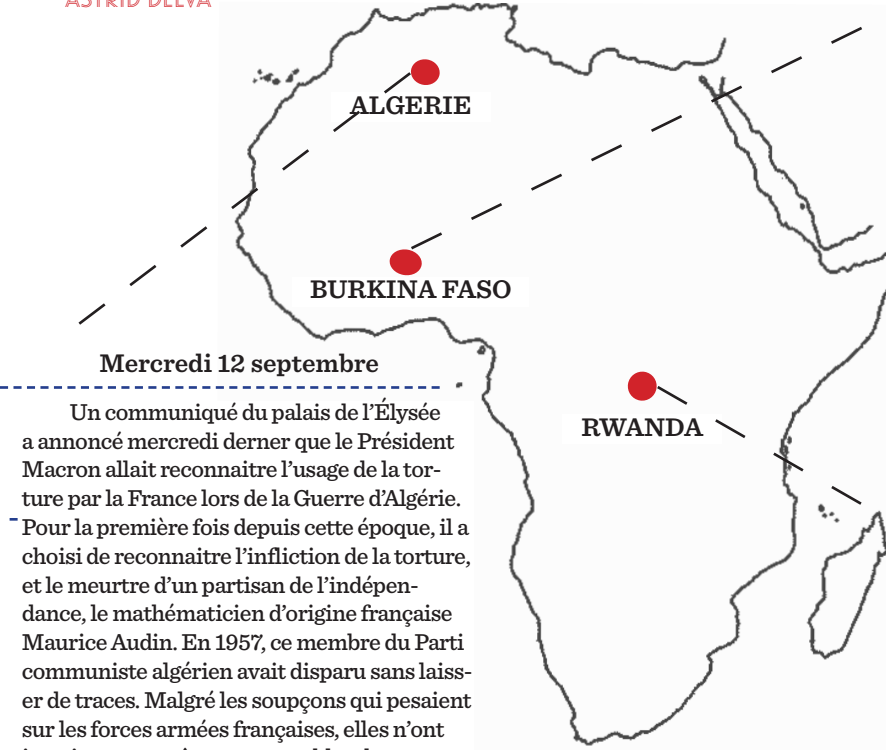
Le samedi 15 septembre à cinq heures du matin, des attaques dans une mosquée de Diabiga ont tué cinq personnes. A Kompienbiga, au même moment, un groupe de plusieurs hommes armés ont tué une famille de trois personnes. Une source sécuritaire jointe par l'AFP depuis Ouagadougou a déclaré: «Il n'est pas exclu que ce soient des attaques ciblées, mais encore faut-il déterminer les raisons de tels actes sur des populations.» Le président gouvernement burkinabé, Roch Christian Kaboré a déclaré le 8 septembre que de «nouvelles dispositions sécuritaires» pour «éradiquer le fléau du terrorisme» seraient entreprises. ☹

Plus de deux mille prisonniers, dont plusieurs politiques reconnus, ont été libérés ce samedi, à la suite d'une décision du Conseil des ministres vendredi. Victoire Ingabire, importante figure d'opposition au président Kagame, surnommée la «Aung San Suu Kyi rwandaise», comptait parmi les détenus libérés. Cette économiste avait choisi en 2010 de retourner au Rwanda pour se présenter contre le président. Mme Ingabire avait été incarcérée peu après son arrivée pour «minimisation du génocide»: elle avait affirmé que les responsables de crimes contre les Hutus devraient être jugés avec autant de sévérité que les participants au génocide contre les Tutsis. ☹

EUROPE
FRANCOPHONE



De nombreux quotidiens français et catalans ont fait état des surprenants projets politiques de Manuel Valls: l'ancien premier ministre français, il y a deux ans, compterait se présenter à la mairie de Barcelone, sa ville d'origine. Selon certains, ce dernier aurait l'intention de profiter de l'exaspération des Barcelonais anti-indépendantistes et de se présenter avec le parti centriste et pro-Madrid *Ciudadanos*. De nombreux médias français s'interrogent sur la moralité de l'entreprise, puisqu'il est toujours député de la première circonscription de l'Essonne qu'il visite moins, préférant la Catalogne. Rappelons qu'il avait subi une défaite politique l'année passée: après avoir perdu la primaire socialiste, il avait quitté son parti pour rejoindre le mouvement En Marche du Président Macron. ☹



Un communiqué du palais de l'Élysée a annoncé mercredi d'annoncer que le Président Macron allait reconnaître l'usage de la torture par la France lors de la Guerre d'Algérie. Pour la première fois depuis cette époque, il a choisi de reconnaître l'infliction de la torture, et le meurtre d'un partisan de l'indépendance, le mathématicien d'origine française Maurice Audin. En 1957, ce membre du Parti communiste algérien avait disparu sans laisser de traces. Malgré les soupçons qui pesaient sur les forces armées françaises, elles n'ont jamais reconnu être responsables de cette disparition. Emmanuel Macron a affirmé que la France avait «failli» en permettant la maltraitance de prisonniers politiques. ☹

ANALYSE POLITIQUE

Le Québec et l'ambiguïté nationale

Élections provinciales québécoises 2018: *Le Délit* analyse la campagne électorale.

KRZYSZTOF SC
Contributeur



Le Québec retourne aux urnes en octobre. Toutefois, cette campagne électorale a de particulier qu'on a pratiquement éjecté hors de celle-ci la question de la souveraineté politique de l'État québécois. Pour les électeurs québécois, le positionnement socio-économique des partis politiques sur l'axe gauche-droite n'est évidemment pas dénué d'intérêt. Toutefois, depuis les années 1970, c'est leur position face à la question nationale qui s'est généralement avérée déterminante. Cette question maintenant écartée

du débat, le clivage gauche-droite devient le principal élément structurant de cette campagne. De retour à la politique dite normale, semble-t-il.

Cependant, le débat souveraineté c. fédéralisme absent cette fois-ci, les partis traditionnels ont dû revoir leur jeu afin de s'attirer autrement la sympathie des électeurs. Or, des décennies de focus sur la question nationale ont épargné au Québec la polarisation gauche-droite qu'on peut observer par exemple aux États-Unis. L'échiquier politique québécois demeure donc relativement étroit.

Du pareil au même?

C'est ainsi que la ligne apparaît en effet parfois plutôt mince entre la Coalition avenir Québec (CAQ), qui se trouve en tête de peloton, et le Parti libéral du Québec (PLQ), qui se range présentement juste derrière elle: «Libécaquiste, Caquibéral: du pareil au même» insiste d'ailleurs une coalition de syndicats québécois.

Le PLQ et la CAQ sont effectivement tout autant apôtres d'une «saine» gestion des finances couplée à une réduction de la taille de l'État. Les deux partis se rangent

dérrière le projet de Réseau express métropolitain (REM). Ils s'engagent à donner plus de poids aux régions, se campent en faveur du fédéralisme et demeurent discrets face aux impératifs des changements climatiques.

Le PLQ se défend de vouloir abolir les commissions scolaires tel que la CAQ promet de le faire; il a pourtant tenté de rapatrier leurs pouvoirs et de supprimer les élections scolaires lors de son dernier mandat. Enfin, sur le plan socio-économique, les différences entre les deux partis semblent relever davantage de la forme que du fond.

L'ambiguïté ne peut d'ailleurs qu'être entretenue alors que le PLQ et la CAQ s'échangent des candidats comme s'ils étaient des cartes Pokémon. Prenons Marguerite Blais, ministre au sein du gouvernement libéral de Jean Charest, ou Nadine Girault, qui a elle aussi décidé de porter les couleurs de la CAQ. De l'autre côté, deux candidats défaits de la CAQ ont été recyclés en ministres au sein du PLQ. Tout dernièrement, Gertrude Bourdon et Enrico Ciccone, qui flirtaient avec la CAQ, ont annoncé qu'ils seraient candidats pour le PLQ.

Cette confusion idéologique risque d'exacerber la volatilité politique qui règne déjà suite à la mise au rancart de la question nationale; car c'est bel et bien sur le plan identitaire qu'ils semblent vouloir se distinguer l'un de l'autre.

La promesse caquiste de diminuer annuellement de 20% le nombre d'immigrants en témoigne. On en témoigne un autre exemple, lorsque Philippe Couillard, faisant profil bas sur son bilan, prétend au nom des Québécois que «La "ballot question", comme on dit au Québec en 2018» devra porter sur les seuils d'immigration.

Souveraineté

Si le Parti québécois (PQ) a mis la souveraineté au rancart, c'est notamment parce qu'il sait qu'elle ne trouve pas le même écho auprès des Milléniaux qu'auprès des Baby-boomers, dont le poids démographique décroît progressivement.

Avec Québec solidaire (QS) à sa gauche, le support des millé-



niaux - socialisés politiquement durant une période complètement différente de celle des Boomers, ayant assisté à deux référendums et plusieurs crises constitutionnelles est tout sauf gagné d'avance pour le PQ.

Tel que le présageaient Éric Bélanger et Valérie-Anne Mahéo dans un article paru cette année, tout indique qu'un réalignment du système partisan québécois est en cours. La question qui semble s'imposer, finalement, est la suivante: le PQ aura-t-il été le parti d'une génération, voué à disparaître? ☹

Ruba Ghazal et Québec solidaire : l'écologie authentique

Entrevue avec l'aspirante députée dans Mercier.

Le Délit (LD) : *Bonjour Mme Ghazal. Commençons par cette question : comment s'est construite la plateforme écologiste de Québec solidaire ?*

Ruba Ghazal (RB) : En fait, comme pour notre programme de façon générale, nous avons des instances démocratiques dans le parti; (c'est) les membres qui amènent des propositions sur différents sujets, que ce soit sur l'écologie, l'éducation, la santé, etc. Ça fait dix ans que nous écrivons notre programme. Pour ce qui est de l'écologie, ça s'est développé au travers du temps et ce n'est pas la première fois — dans une élection — que nous présentons certaines propositions écologistes, mais nous l'avons poussé un peu plus loin cette fois. C'est-à-dire d'avoir un plan plus global, que nous avons appelé un plan de «transition» économique, écologique et énergétique. [Le plan] touche ces aspects-là, mais nous l'appelons le «plan de transition économique» parce que notre position est que nous ne pouvons plus, aujourd'hui, parler d'économie sans parler d'environnement. On ne peut pas séparer les deux.

« (...) nous l'appelons le «plan de transition économique» parce que notre position est que nous ne pouvons plus, aujourd'hui, parler d'économie sans parler d'environnement »

Je vous donne un exemple de ce que les membres ont voté concernant les émissions de gaz à effet de serre. Après l'Accord de Paris, le gouvernement du Québec a décidé de réduire les émissions de gaz à effet de serres, d'ici 2030, de 37.5%. Nous, avec nos membres, après beaucoup de discussions, nous sommes arrivés au chiffre de 48%. C'est en congrès que cela a été décidé et notre plan de transition est fait de façon à ce qu'il puisse amener cela. Nous

prenons ce qui est voté en congrès ou par les instances locales, puis après, nous construisons en consultant des experts afin de s'assurer que ce que l'on dit soit faisable si l'on prend le pouvoir. Ça fait maintenant deux ans que nous travaillons sur ce plan de «transition économique» qui couvre le transport, les modes de production, les modes

RB : En fait, nous avons beaucoup de discussions, au sein du parti, où l'on remet en question le mode de consommation et de production dans lesquels nous vivons. Je vous donne un exemple concret. Nous favorisons les «circuits courts», c'est-à-dire que l'aménagement du territoire soit fait de façon à ce que les gens puissent travailler,

liés à cela, mais des emplois du 21e siècle. Des emplois verts, où l'on délaisse d'autres emplois, notamment liés à l'exploitation et l'exploration pétrolière. Création d'emplois, donc création de richesses. [...] Nous voulons plus de transport en commun de façon très massive. Nous remettons en question nos modes de consommation

LD : *Dans votre programme, il est question de «décroissance à la consommation», de «durabilité des produits dans le temps» et d'«optimisation des ressources». Quelles sont les politiques liées à cela?*

« Il existe beaucoup d'initiatives volontaires, mais à Québec solidaire, (...) il faut continuer là-dedans (...), pour que cela ne reste pas que sur la base du volontariat »

RB : Si je prends la durabilité des produits dans le temps, dans notre plan de transition — comme cela se fait en France —, nous proposons de mettre en place une loi sur obsolescence programmée et aussi de faire en sorte que les gens qui fabriquent ces produits-là offrent une garantie de dix ans sur leurs produits, tout en offrant des manuels instruction afin de réparer les produits au lieu de les jeter comme ce qui se passe en ce moment. Donc, ce sont des lois qui existent ailleurs et c'est ce que nous proposons pour ici. On parle beaucoup de la «crise du recyclage», mais souvent, le recyclage (par exemple le carton) est dû au suremballage. Actuellement, les producteurs mettent un produit sur le marché qui est suremballé et après cela, c'est la société qui doit se charger de son recyclage. Il existe des programmes, par exemple la «Responsabilité élargie des producteurs», mais nous voulons renforcer cela, tout en utilisant également l'écofiscalité, pour que les producteurs payent plus de taxes sur les produits qui seraient suremballés. En utilisant cela, ces contraintes, les entreprises seront davantage créatrices en ce qui concerne réduire l'emballage. C'est une autre façon de réduire, que ce soit la consommation ou la surproduction. Ce sont des exemples

suite en page 13



de consommation, le recyclage, l'énergie, l'agriculture, etc.

LD : *Vous avez mentionné que votre plan de «transition économique» n'est pas pensé sans la transition écologique. Quel est votre rapport, à Québec solidaire, à la croissance économique ?*

faire des loisirs et aller à l'école dans un circuit court. L'achat local. Nous favorisons en tout temps les circuits courts où il y a le moins de transport. [Cela revient] à remettre en question nos modèles de consommation. Dans notre plan de transition, il y a de la création d'emplois

et de production, mais nous ne l'amenons pas uniquement sur les individus. Les individus ont leurs efforts à faire, mais [il faut] favoriser aussi un contexte qui permet cela, c'est-à-dire ne pas être obligé d'acheter une voiture.

ENTREVUE AVEC RUBA GHAZAL

LD: *Donc, par «décroissance à la consommation», vous sous-entendez que vous allez vous occuper des producteurs?*

RB: C'est sûr qu'il y a beaucoup de sensibilisation — ça se discute et vous n'êtes pas le premier à me poser la question —, surtout chez les jeunes et ça me démontre que les gens ont une remise en question par rapport aux produits qu'ils utilisent. Même, il y a beaucoup de commerces de vêtements où l'on dit: «au lieu d'acheter des vêtements et les garder» cela serait plutôt de les louer et de les remettre. Il existe beaucoup d'initiatives volontaires, mais à Québec solidaire, en tant que gouvernement, il faut continuer là-dedans, mais pour vraiment favoriser cela, pour que cela ne reste pas que sur la base du volontariat, il faut légiférer en matière de contraintes envers les producteurs aussi.

LD: *Quelle serait la position d'un gouvernement solidaire en ce qui concerne l'extractivisme?*

RB: Moi, ça fait longtemps que je suis dans le parti et ça fait longtemps que nous en parlons. Par exemple, les redevances. Ce que nous faisons en ce moment, c'est que l'on donne nos ressources naturelles aux minières qui payent des redevances sur les profits et là, il y a toutes sortes de façons de se tromper. J'ai aussi un baccalauréat en comptabilité et il y a toutes sortes de façons de changer les profits et [les] réduire. Nous, ce que l'on dit, c'est qu'il faut que les compagnies payent des redevances plus élevées et basées sur ce qu'elles extraient. Pour ce qui est de l'exploration et l'exploitation pétrolière et gazière —les énergies fossiles—, nous arrêterons cela totalement. Nous sommes le seul parti à avoir le courage de dire que l'on l'arrête parce que nous ne pouvons pas avoir des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre [en même temps]. Il n'y aurait pas de moratoire; on l'arrête.

« Si l'on prend la voiture électrique, nous disons que d'ici 2030, les concessionnaires ne pourront plus vendre de voitures à essence »

LD: *Dans votre programme, vous proposez de réduire drastiquement les émissions des gaz à effet de serre de manière à limiter la hausse moyenne de la*

température mondiale à 1.5 °C. Or, plusieurs scientifiques prévoient déjà que la hausse minimale, même si chaque pays met en branle la grande transition, sera de l'ordre de 3 °C. Votre engagement est-il à la hauteur des défis?

RB: En fait, la façon dont toutes nos mesures ont été décrites amène à dire ce que chaque mesure va permettre de réduire. D'ici 2030, l'objectif est de réduire 48% de nos émissions et d'ici 2050, 95%. L'une des mesures que nous amenons en plus, c'est le bilan de consommation. C'est-à-dire que l'on consomme des produits qui ne sont pas fabriqués ici; le 48% est une réduction par rapport à ce que nous produisons. Le bilan de consommation comprend des matières qui sont produites en

de la construire pour s'adapter aux changements climatiques et à la montée des eaux. On voudrait aussi avoir le moins d'asphaltage possible, qu'il y ait une taxe sur les espaces de stationnement comme c'est

«Nous ce que l'on dit, c'est qu'il faut que les compagnies payent des redevances plus élevées et basées sur ce qu'elles extraient»

développé dans les banlieues, ou encore utiliser des matériaux qui vont augmenter l'im-

RB: C'est clair. Pour mettre en œuvre tout ce que nous amenons, il faut de l'éducation dans tout le cursus scolaire. Je rencontrais récemment le Centre de recherche - Éducation, environnement, écocitoyenneté, qui chapeaute la stratégie sur l'environnement et l'écocitoyenneté, avec qui il est question d'«éducation citoyenne à l'environnement». Il y avait beaucoup de mesures pour institutionnaliser l'éducation à l'environnement dans les années 90 qui ont été coupées au travers du temps. Il y a maintenant, par exemple dans les écoles, des enseignants qui prennent sur leurs épaules de créer un système de compostage, de recyclage, alors que certains autres ont trouvé que cela pouvait et qu'ils ne voulaient pas. Il y a donc tout un processus à faire, pas seulement au ministère de l'Environnement, mais aussi

RB: Si l'on prend la voiture électrique, nous disons que d'ici 2030, les concessionnaires ne pourront plus vendre de voitures à essence. Seulement des voitures hybrides et électriques. En 2050, nous allons retirer les voitures à essence des routes. C'est notre plan. Une façon d'y arriver, à partir d'aujourd'hui, ce sont les programmes de bonus-malus pour les voitures électriques. Or, en ce moment, c'est du mur à mur. On fait ça partout et l'on pense que c'est bon. Nous, ce que l'on dit, c'est qu'il faut que ce soit un bonus-malus intelligent, c'est-à-dire qu'il soit modulé en fonction de la situation familiale : 1- si on est une personne seule, versus une famille avec quatre enfants; 2- dépendamment du revenu afin de conserver la justice sociale; 3- dépendamment de la région que l'on habite. Si l'on est une famille qui habite dans un milieu rural, il est sûr que le bonus-malus donné pour s'acheter une voiture électrique sera beaucoup plus généreux que le bonus-malus que l'on donnera à une personne seule qui habite proche d'une station de métro. Donc, nous ne sommes pas contre le déplacement individuel; l'idée c'est, par contre, de mettre du transport en commun partout, mais nous sommes conscients qu'avec le grand territoire québécois, il y a des endroits où ce n'est pas facile ou possible. Aussi, avec le temps, le coût des voitures va baisser, la technologie et l'innovation vont augmenter et seront plus efficaces, et il y aura aussi le marché de la revente. J'ai une amie qui a acheté une voiture électrique à 17 000\$; c'est un vieux modèle qui prend trois heures pour charger mais elle en est très contente. Donc, les choses vont avoir évolué, mais il faut que l'on donne un gros coup de pouce au gouvernement et c'est ce que nous proposons.

« (...) il faut que les citoyens, dès leur plus jeune âge, soient sensibilisés et actifs en matière d'environnement »

LD: *J'en viens à ma dernière question. Mme Ghazal, quelles sont les sources intellectuelles de vos réflexions par rapport à l'écologie?*

RB: Moi, c'est plus de façon globale. Les grands qui ont réfléchi à cette question-là: David Suzuki, Hubert Reeves. Et il y a beaucoup d'initiatives locales qui sont inspirantes et desquelles le parti et moi-même nous inspirons. ☹

COURTOISIE DE QUÉBEC SOLIDAIRE

perméabilité afin de [digérer] les eaux des pluies que l'on lâche pour le moment dans le Saint-Laurent. Tout ça ne touche pas spécifiquement aux

« D'ici 2030, l'objectif est de réduire 48% de nos émissions et d'ici 2050, 95% »

gaz à effet de serre, mais il est temps aussi que l'on commence à s'adapter dans la façon que l'on construit nos villes, nos routes, que l'on commence à s'adapter aux bouleversements des changements climatiques. Malheureusement, tout cela en raison de l'inaction d'avant.

LD: *Votre réponse m'amène à vous poser une autre question. Il est mentionné dans votre programme qu'un «choix de civilisation nous est proposé». Avez-vous peur de la réception qu'un tel projet peut susciter? Est-ce qu'un gouvernement solidaire aurait un plan d'éducation pour les générations actuelles et celles à venir en ce qui concerne l'écologie et la grande transition?*

au ministère de l'Éducation, pour faire de la sensibilisation. Ce serait, pour nous, des mesures à mettre en place, parce que si nous voulons faire tous ces changements-là, c'est

clair qu'il faut que les citoyens, dès leur plus jeune âge, soient sensibilisés et actifs en matière d'environnement, qu'ils comprennent dans leur milieu comment ils peuvent être des acteurs de changement par rapport aux questions environnementales. Pour cela, il faut revoir le cursus des maîtres aussi, des enseignants, ce qu'ils reçoivent dans leur programme d'éducation. [...] Nous voulons que tous les citoyens s'engagent dans le processus de transition.

LD: *À Québec solidaire, il est énormément question de transport en commun. Vous avez un plan pour les voitures électriques d'ici 2030 et le Grand Montréal Express. Qu'en est-il du transport individuel en région?*

*propos recueillis par
SIMON TARDIF
Éditeur Philosophie*

les étudiant·e·s au banc des accusé·e·s

Les étudiant·e·s ont leur part de responsabilité dans le phénomène d'embourgeoisement de la métropole.

JULIANE CHARTRAND
Contributrice

La gentrification, anglicisme désignant l'embourgeoisement urbain, est un concept désormais difficile à ignorer. Étant témoins des mouvements d'opposition, des manifestations et des vitrines de boutiques fracassées, nous sommes forcé·e·s de constater que la revitalisation des quartiers montréalais suscite inquiétude et indignation. L'on ne peut le nier, l'accroissement d'intérêt porté à un espace déjà bien occupé mène à une transformation du profil social et économique, apportant à long terme des conséquences intrinsèquement défavorables. Par exemple, l'arrivée de gens aisés dans un quartier plutôt défavorisé conduit

«Il s'agit de milliers de Montréalais·e·s, annuellement, qui sont contraint·e·s de fuir leur quartier, laissant derrière eux les nombreux souvenirs créés durant les dix, vingt et même trente dernières années»

inévitablement à la construction de nouveaux commerces et restaurants haut de gamme qui sauront convenir à la nouvelle classe de résident·e·s. Le quartier se voit donc tranquillement refaçonné en espace moderne et développé. Or, le secteur étant plus attrayant, le développement urbain mène à l'inflation des loyers. Et ne pouvant se permettre cette augmentation, les moins nant·i·e·s se résignent à quitter le quartier pour se réfugier dans un coin de l'île encore plus défavorisé. Il s'agit de milliers de Montréalais·e·s, annuellement, qui sont contraint·e·s de fuir leur quartier, laissant derrière eux les nombreux souvenirs créés durant les dix, vingt et même trente dernières années.

Cependant, les causes de l'embourgeoisement ne tiennent pas que des agents immobiliers et propriétaires de condos assoiffés d'argent, le phénomène est complexe et prend diverses formes.

En fait, les étudiant·e·s contribuent aussi à l'embourgeoisement des quartiers montréalais.

Une ville étudiante

Montréal est désignée comme la meilleure ville d'Amérique du Nord pour étudier, selon le classement du cabinet Quacquarelli Symonds (QS) et héberge l'une des meilleures universités au monde, soit l'Université McGill (32^e dans le classement), toujours selon la même source. Il n'est donc pas surprenant que

généralement dans des quartiers où le coût des loyers est assez bas, se séparant le prix entre deux, trois ou même quatre colocataires. Les propriétaires se tournent alors vers des logements plus grands et peuvent ainsi se permettre d'augmenter le loyer, au détriment des petites familles qui ne peuvent se permettre qu'un appartement modeste. Et même pour les familles aisées, le déménagement est parfois la seule option lorsque leur petit quartier tranquille se trans-

forme temporairement pour la plupart, les étudiant·e·s ne traitent pas le quartier où ils·elles résident de la même façon que les habitant·e·s de longue date. En effet, chaque quartier possède certaines caractéristiques qui lui sont propres, ce qui crée un sentiment d'appartenance parfois puissant chez ceux et celles qui y résident. Ces dernier·e·s veillent ainsi au maintien et à la floraison du coin en participant par exemple aux activités culturelles du quartier, en s'impliquant auprès

problème récurrent dans les arrondissements où y vivent de nombreux·es étudiant·e·s. Des concierges opérant dans Milton Parc et le Plateau ont témoigné à la presse de Radio-Canada que les rues sont continuellement couvertes d'ordures jetées par les étudiant·e·s qui ne se soucient pas des règlements municipaux. Ces incivilités sont d'autant plus visibles à la

«La population étudiante a son lot de responsabilités dans l'embourgeoisement des quartiers montréalais, mettant l'authenticité de la ville en péril»

fin des semestres, où les étudiant·e·s s'empressent de quitter pour les vacances en abandonnant meubles et déchets au passage. Comme mentionné, l'arrivée en masse d'étudiant·e·s permet à la métropole de conserver son dynamisme et sa vivacité. Nul ne peut ignorer l'apport de ces nouveaux·elles arrivant·e·s sur les plans social, culturel et économique.

Toujours est-il que la population étudiante a son lot de responsabilités dans l'embourgeoisement des quartiers montréalais, mettant l'authenticité de la ville en péril.

Bien évidemment, la solution n'est pas de pénaliser les universitaires, plutôt faudrait-il sensibiliser les nouveaux·elles étudiant·e·s quant à l'importance de respecter et de participer à la vie de quartier. Le travail doit peut-être débuter dans les universités mêmes. Elles devraient s'assurer que les projets immobiliers de résidence respectent la volonté du quartier dans lequel ils s'implantent et encourager la participation des étudiant·e·s aux activités locales, par exemple, au travers de projets de recherche. Le gouvernement pourrait à son tour faire sa part en développant des stratégies concrètes pour améliorer l'intégration des étudiant·e·s internationaux·ales à leur nouveau milieu. Pour protéger la culture québécoise, il faut inciter les nouveaux·elles citoyen·ne·s à s'y intéresser, plutôt que de tenter de les en écarter. ☺



la métropole abrite près de 35 000 étudiant·e·s étranger·ère·s, soit 77% des nouveaux·elles citoyen·ne·s installé·e·s au Québec, et que ces chiffres ne cessent d'augmenter. Comme tout flux migratoire, l'arrivée de ces nouveaux·elles étudiant·e·s crée de grands changements sociaux et économiques. Indéniablement, une forte vie étudiante permet le roulement de l'économie locale, entraîne la création d'événements éducatifs et culturels et mène à la construction de lieux publics tels que les bibliothèques, les cafés et les bars. Dans la société vieillissante qu'est le Québec, les étudiant·e·s permettent d'autant plus un renouvellement de la main d'œuvre. La présence d'étudiant·e·s internationaux·ales, de plus, renforcé la mosaïque culturelle qu'est Montréal — et ne faut-il pas oublier que c'est son cosmopolitisme qui la distingue du reste du Canada.

Embourgeoisement étudiant

Sur une note moins positive, les étudiant·e·s s'installent

forme en débauche étudiante. Constatant la demande grandissante de logements pour étudiant·e·s et y voyant un marché florissant, les propriétaires et les universités se sont empressés de créer des résidences étudiantes près des campus. Parc Cité ou encore Evo dans

«Le gouvernement pourrait à son tour faire sa part en développant des stratégies concrètes pour améliorer l'intégration des étudiant·e·s internationaux·ales à leur nouveau milieu»

le Milton Parc, l'Îlot voyageur dans le quartier latin et le 355 rue de la Montagne dans Griffintown: l'on parle de logements qui impressionnent par leur style moderne et luxueux. Encore une fois, aucune place aux logements abordables ne fut accordée dans ces projets immobiliers. Les contrecoups de la population étudiante ne s'arrêtent pas là. S'installant à Montréal de

de comités locaux ou simplement en respectant les règles et l'environnement des lieux. Tandis que pour un·e étudiant·e fraîchement arrivé·e en ville et considérant qu'il·elle ne s'installe que temporairement, il est plus difficile de développer un rapport d'attachement

pour son arrondissement, et l'individu ne s'investira probablement pas dans la vie de quartier. Rien d'alarmant, certes, mais lorsqu'il s'agit d'une vague importante d'étudiant·e·s passager·ère·s, ou de la construction d'imposantes résidences universitaires, cela peut gravement endommager l'harmonie du quartier. Le non-respect de la collecte des ordures, par exemple, est un

MYTHOLOGIES

Mythologie: l'écoblanchiment

Le «développement durable» est un *greenwashing* bien commode.

SIMON TARDIF

Éditeur Philosophie

Lorsqu'il est question de «développement durable», il nous faudrait ne pas entendre «durable» si l'on en croit les données scientifiques, mais il est d'époque de considérer publiquement le développement comme devant s'accompagner du mélioratif «durable». Après tout, que le développement ne puisse jamais être vraiment durable, les idéologues ne s'en embêteront pas.

Le discours public ne s'encombre pas des preuves scientifiques accablantes. Elles ne peuvent entacher le *marketing* blanc telle une maison blainvillose toute propre. La pollution des océans, la décimation du phytoplancton, les forêts rasées, l'air pestilentiel de produits chimiques, le plastique présent de haut en bas de la chaîne alimentaire. Réglons la question une fois pour toutes avec un arrêt sur les pailles en plastique! Le dossier est clos: un pas de géant a été accompli. Le monde entier est sous le choc de ce mouvement majeur vers un monde «durable».

Au sein du vacarme propre au discours public, qui donc ose annoncer la triste nouvelle? Le développement ne peut être durable puisque la croissance infinie est impossible

dans un monde fini... Peut-être nos gouvernements et nos intellectuels attendent-ils quelque chose d'habituellement propre aux séries télévisées: un *cliffhanger*! Ah! Quel excellent scénario pour notre nouvelle série fantastique: *L'humanité survivra-t-elle?* On peut déjà voir les licornes voler à notre secours. Le «développement durable» discute de dates et de doses. Promesses pour 2010, 2015, 2020, 2030, 2050. Échecs pour 2010, 2015 et toutes les prochaines échéances à venir. La pièce de théâtre à laquelle nous prenons tous part ne tient pas du théâtre d'été...il s'agit d'une tragédie dont la fin est annoncée dès les premiers vers.

Alors que le «développement durable» prétend signifier le «durable», il signifie plutôt «durabilité de la logique propre à la croissance». Autant pour dire, organiser la société pour que les riches demeurent riches et qu'une élite puisse prospérer tant que nous le permettra le monde limité en ressources et en qualité.

Si la question écologique était d'une réelle importance, tout au moins les foules se procureraient le très accessible essai *La politique de l'oxymore* écrit par Bertrand Méheust ou encore quelques équivalents. Tous les intellectuels se passeraient le

HUGO GENTIL



mot sur la question écologique. Elle dominerait tout le paysage culturel tellement la question est cruciale: notre espèce survivra-t-elle à sa propre logique destructrice? La réalité est toute autre. Autour d'un repas au restaurant, quelques personnes privilégiées et instruites diront à peu près cela: «Que c'est angoissant ce qui se passe en ce moment ! [...] L'environnement est vraiment un dossier important...j'espère que les choses bougeront!» Viendra

ensuite une bouchée dans ce succulent jarret d'agneau commandé quelque vingt minutes auparavant.

Comment une telle chose est-elle possible? Comme dans toute société orwellienne ou huxleyenne, le discours idéologique est programmé effectivement. La mythologie est au point, se porte au secours des puissances. Le «développement durable» est *réaliste, pragmatique, courageux, visionnaire*. Se targuant

d'être la seule option «sérieuse» en ce qui concerne la transition écologique, voilà qu'il cache ses motivations: le maintien d'un ordre économique bien particulier (lire ici: tout modèle basé sur la croissance). De cette escroquerie, peu en comprennent effectivement les relents. S'exclamer en faveur du «développement durable» suffit à s'auréoler de la conscience morale à la mode. Multinationales, gestionnaires, actionnaires, gouvernements, ONG, contribuables... Le «développement durable» est ce doux chapelet que l'on récite telle une prière. «Dieu! Faites que l'on puisse s'enrichir et détruire l'inhumain de manière *durable*!» La prière des ignorants, des aveugles et des criminels. Ce modèle survit parce qu'il prétend être le seul véritablement viable. Il orchestre ce mensonge et met en branle la grande «politique de l'oxymore».

Finalement, le dernier masque du «développement durable» qui tombera sera celui-ci: «Nous, preneurs de décisions d'importance, savons que notre modèle économique mènera à une hécatombe, mais nous préférons le présent des excès à l'avenir plein de vie.» Le *carpe diem* des suicidaires. Le philosophe de la technique Gilbert Simondon disait que «toute société cherche à persévérer dans son être». Prions de bonne foi qu'il eut tort. ☹

Mythologie: le Contribuable

Lorsque le citoyen se dissout dans le *Capital*.

ANTOINE MILETTE-GAGNON

Éditeur Actualités

Le *contribuable*, déclinaison chiffrée du *citoyen*, est, selon la définition établie, celui ou celle qui est assujéti à l'impôt, c'est-à-dire dont le revenu est considéré comme assez haut par l'État pour l'amener à apporter sa part au bien commun, autrement dit à *contribuer*.

Toutefois, au travers du discours des médias et des partis politiques plus conservateurs, le terme *contribuable* subit une déformation, un renversement de sa signification. Initialement issu du terme *contribuer*, synonyme en quelque sorte d'aider, le contribuable devient cette figure mythique de celui que l'on exploite, du citron que l'on presse pour en faire sortir le jus savoureux jusqu'à la dernière goutte. Ainsi peut-on voir les journaux titrer « Ce projet a coûté 8 millions aux contribuables. » ou entendre

des politiciens scander « Les contribuables en ont assez de payer! ».

De *celui-qui-aide-le-bien-commun*, le contribuable se transpose en *celui-qui-veut-aider-le-moins-possible*. Il devient ainsi un *contribuable malgré lui*, né contre son gré au sein d'une société à qui il n'a rien demandé. Celui ne souhaite qu'à s'occuper de son condo et de sa voiture.

Ainsi, en réaction à l'épanouissement de l'écosystème de *ceux-qui-veulent-aider-le-moins-possible* poussent les bureaux de comptabilité et les «experts en impôts», promettant toujours «le meilleur retour possible», puisque qu'il serait scandaleux de laisser partir ne serait-ce qu'un dollar de trop. Tout est entrepris pour réduire au minimum sa contribution. Dans une logique similaire, certains optent pour placer leurs avoirs dans ce qu'on nomme les «paradis fiscaux», leur argent bien loti au soleil et bien

à l'abri des regards indiscrets de l'État. Cette logique d'épargne est poussée si loin que même le don de charité, forme d'*aide* que l'on pourrait imaginer comme étant innocente, est instrumentalisé pour réduire sa charge de contribution sous forme de «crédit d'impôt» et, d'une pierre deux coups, permet au petit-bourgeois d'épargner tout en s'achetant une belle conscience morale. Le mythe du contribuable fait finalement oublier le rôle de l'État en évacuant subtilement cette question du discours, l'État ne pouvant finalement être autre chose que l'*ennemi* des contribuables.

Le contribuable en veut pour son argent; il veut plus de services en payant moins, voire en ne payant pas du tout. Il va sans dire que l'appellation *clientèle* lui sied donc parfaitement. L'État des contribuables n'est donc rien de plus qu'une entreprise cherchant à offrir les meilleurs services à

ses clients dont les droits sont définis par le montant qu'ils investissent.

Globalement, la figure du contribuable éclipse celle du *citoyen*, cet Athénien s'investissant dans les affaires publiques et les enjeux de la cité. Parallèlement à cet éclipsement se produit une opération de réduction, l'individu n'étant non plus décrit en termes sociétaux et sociaux, mais uniquement en termes de colonnes de revenus et de dépenses. Il n'y a plus de classes sociales, mais que des profils *socio-économiques*. C'est ainsi que cette réduction permet d'éliminer tout un pan de la population ayant de trop

faibles revenus pour être qualifié de «contribuable». Citoyens dans l'État de droit, ils et elles ne le sont plus dans l'État des contribuables. Sous le monde des contribuables, le pouvoir d'achat devient le seul pouvoir social, voire la seule forme de pouvoir qu'un individu peut légitimer espérer acquérir et exercer. L'on vote avec son argent et le contribuable, ce petit-bourgeois, ne vote que pour lui-même. Cependant, ce dernier oublie qu'il n'est, comme le penseur Alain Denault le mentionnait avec justesse, qu'un «prolétaire avec de l'argent» pensant se libérer du joug de l'État pour sauter à pieds joints dans celui du Capital. ☹

BÉATRICE MALLERET



Kanata et la controverse

Un nouveau coup de théâtre pour la pièce de Robert Lepage, de retour à Paris.

VINCENT MORREALE

Contributeur

Suite à la décision initiale d'annuler le projet théâtral *Kanata* de Robert Lepage due à la pression sociale et aux controverses alimentées par les médias ainsi que différents acteurs de la communauté autochtone, celui-ci revoit le jour au Théâtre du Soleil à Paris. Rappelons-nous que la pièce a été sous les feux des projecteurs en raison des polémiques entourant l'absence de comédiens autochtones quand cette même pièce vise à présenter une version de l'histoire du Canada à travers les relations entre les colons et les Premières Nations. Dans une lettre ouverte publiée dans *Le Devoir*, des membres de la communauté autochtone indiquent qu'ils se sentent «invisibles»:

«L'un des grands problèmes que nous avons au Canada, c'est d'arriver à nous faire respecter au quotidien par la majorité, parfois tricotée très serrée, même dans le milieu artistique. Notre invisibilité dans l'espace public, sur la scène, ne nous aide pas. Et cette invisibilité, madame Mnouchkine



MICHEL LAURENT, THÉÂTRE DU SOLEIL

et monsieur Lepage ne semblent pas en tenir compte, car aucun membre de nos nations ne ferait partie de la pièce. Nous ne souhaitons pas censurer quiconque. Ce n'est pas dans nos mentalités et dans notre façon de voir le monde. Ce que nous voulons, c'est que nos talents soient reconnus, qu'ils soient célébrés aujourd'hui et dans le futur.»

Cette lettre est signée par près de vingt autochtones, dont l'auteure Maya Cousineau Mollen, la réalisatrice Kim O'Bomsawin, et André Dudemaine, directeur de *Terre en*

vue, un groupe qui fait la promotion de la culture autochtone et organise le festival annuel des Premières Nations.

L'arrivée du Théâtre du Soleil

Dans un communiqué de presse, le théâtre parisien annonce «[avoir] décidé, en accord avec Robert Lepage, de poursuivre avec lui la création du spectacle et de le présenter au public aux dates prévues, sous le titre « Kanata - épisode 1 : La controverse ». De son côté, Ex Machina, la compagnie de Robert Lepage, indique que le

Théâtre du Soleil financera lui-même la pièce. En tant que directeur, Robert Lepage s'investira personnellement dans le projet sans profiter d'un cachet quelconque. Selon ce même communiqué, ce n'est qu'après la représentation du spectacle que ses détracteurs seront en mesure de le juger et le critiquer, quitte à en appeler à la sanction suprême, à savoir la «désertion de la salle.»

Le communiqué du Théâtre du Soleil ne précise cependant pas si le spectacle sera présenté au Canada. L'avenir nous dira ce qui

advient de cette pièce, mais les tenants du travail de Lepage pourront se réjouir de voir la créativité de l'artiste démuselé, lui qui avait déploré que son travail soit accusé d'«appropriation culturelle» car la distribution était intégralement blanche.

Un message encore mal compris

L'artiste multidisciplinaire autochtone Émilie Monnet déplore tout de même le fait que plusieurs malentendus demeurent. Ayant signé la lettre ouverte et participé à la rencontre du 19 juillet, elle rappelle que les autochtones n'ont jamais demandé l'annulation du spectacle. «Malheureusement, malgré l'écoute de Robert Lepage et Ariane Mnouchkine, le public n'a pas vraiment entendu notre point de vue», témoigne celle qui prépare Okinum («barrage» en anishnabemowin), qui sera présenté à la salle Jean-Claude-Germain du Centre du Théâtre d'Aujourd'hui en octobre. «Le danger, c'est de répéter la même histoire qui exclut notre vision des choses, surtout quand il est question de sujets délicats comme les pensionnats et la disparition

EXPOSITION

Co-présence au MAC

Rafael Lozano-Hemmer nous emmène dans une expérience mêlant sens et technologies.

NIELS ULRICH

Correcteur

L'exposition *Présence instable* vient de s'achever au Musée d'Art Contemporain de Montréal. Du 24 mai au 9 septembre, il était possible de venir observer les œuvres de Rafael Lozano-Hemmer, artiste d'origine mexicaine, résidant à Montréal et grandement reconnu à l'international pour ses installations participatives. Il est notamment le premier artiste à représenter le Mexique à la Biennale de Venise,

et compte des œuvres parmi les collections du MoMA à New York, ainsi que du Tate Modern à Londres. Jusque-là peu présenté à Montréal, Rafael Lozano-Hemmer effectue un retour sur sa production des dix dernières années au travers de *Présence instable*.

Spectateur-riche et technologie

Plus que des installations spectaculaires par leur taille, couleur ou luminosité, la plupart des

œuvres de l'exposition requièrent une participation active des spectateur-riche-s, et invitent à plus qu'un simple regard ou une traversée. Ces dernier-ère-s doivent entrer en mouvement, s'immobiliser, parler, être bruyant-e-s ou encore pénétrer les œuvres pour activer ces dernières. L'utilisation de la technologie est un aspect prédominant du travail de Rafael Lozano-Hemmer et permet cet échange participatif. On observe ainsi l'utilisation de vidéos, capteurs de présences, de sons, de projections lumineuses, de jeux d'ombres. En plus d'activer les œuvres, les spectateur-riche-s font partie intégrante de ces dernières, qui accumulent des images, des sons, des mouvements, qu'elles réutilisent ensuite dans leur fonctionnement.

Au-delà de la simple participation

Oltre le côté ludique et plaisant de l'exposition, l'artiste aborde au travers de ses œuvres des sujets plus délicats et met ainsi l'accent sur des événements tel que le massacre étudiant de Tlatelolco (Mexique, 1968). En effet l'œuvre *Voz Alta and*

Prototype, commissionnée en 2008 pour célébrer le 40ème anniversaire de ce tragique événement, était constituée d'un haut-parleur et d'un faisceau lumineux, mis à disposition sur la Plaza de las Tres Culturas (Mexico), et permettait aux proches des victimes de ce massacre de s'exprimer en public. Le dispositif entier ainsi que des vidéos de l'installation dans son contexte premier étaient exposés au MAC.

D'autres installations abordent un sujet différent: celui de la surveillance. Plusieurs œuvres utilisent des capteurs de mouvements ainsi que des techniques de vidéo-surveillance. C'est notamment le cas de *Zoom Pavilion*. Les spectateur-riche-s entrent dans une salle équipée de douze systèmes de reconnaissance faciale, ainsi que des caméras, projetant les images du public sur les murs, effectuant des zooms sur les visage et établissant des connections aléatoires entre les visiteur-se-s. Cela ne rappelle que trop bien le sentiment d'être dans un film futuriste dangereusement proche, dans lequel tout le monde est surveillé et tout est

automatisé. L'exposition *Présence instable* compte ainsi plusieurs dimensions, qui la rendent autant accessible qu'intéressante. Il est très facile de se laisser porter par les différentes installations, qui restent néanmoins porteuses des messages critiques de la société.

Expositions à venir

Le rideau venant de tomber sur la rétrospective artistique de Rafael Lozano-Hemmer, le MAC se pare de nouveautés. Les expositions de l'automne sont en cours d'installation. *Manifesto* de Julian Rosefeldt, artiste allemande, mettra en scène une œuvre immersive, passerelle entre vidéo, performance et installation. La programmation comptera également l'installation d'une exposition rétrospective de l'artiste québécoise Françoise Sullivan. Enfin, *Partitions*, ayant pour rôle de faire le pont entre les deux expositions précédentes, sera la dernière de la session d'automne. Il sera possible de visiter le Musée d'Art Contemporain à nouveau dès le 20 octobre, lorsqu'il sera rouvert au public. ☺



GUY L'HEUREUX

Les films de la rentrée 2018 !

INÈS THIOLAT
Contributeur



We The Animals, fresque brutale et sensible de l'enfance

We *The Animals* est l'adaptation du roman éponyme de Justin Torres sur l'enfance troublée de Jonah, jeune garçon américain d'origine portoricaine. Dans les années 1980, en pleine zone rurale de l'État de New York, Jonah et ses deux frères aînés Manny et Joel forment un trio inséparable. Les épisodes de violences conjugales poussant le père à disparaître régulièrement et la mère en dépression, les trois frères se retrouvent livrés à eux-mêmes. Ils vont alors devoir se battre pour assurer leur survie au sein d'un foyer instable porté par l'amour si volatile de leurs parents. Jonah, hyper-sensible, va s'extraire de cette violence quotidienne en dessinant chaque nuit, en cachette.



Entre documentaire et animation

Le réalisateur Jeremiah Zagar offre une sublime et envoûtante fresque de l'enfance. Devant la violence du monde des adultes, Jonah se retrouve obligé de grandir par à-coups. L'absence parentale va entraîner une libération chez les trois frères, soulignant une certaine «sauvagerie» qui évoluera sans l'intervention d'une quelconque autorité. Le film explore avec poésie l'expérimentation de cette liberté, illustrée par de magnifiques scènes en pleine nature.

We The Animals est le mélange réussi entre la brutalité des scènes similaires à un documentaire, et la grâce des dessins de Jonah qui vont s'animer et devenir des personnages à part entière. La caméra de Zagar visée sur les visages nous confronte abruptement à l'intimité des personnages. Sans jamais tomber dans le voyeurisme, Zagar nous emmène avec délicatesse dans la complexité de l'apprentissage. L'alternance entre plans panoramiques de la campagne américaine, zooms coup de poing sur

les visages et les dessins enfantins de Jonah donne une atmosphère magnétique à l'œuvre. De plus, la rareté de la parole multiplie brillamment l'intensité des expressions et laisse exploser la puissance des émotions.

Le refus d'une virilité écrasante

L'un des thèmes majeurs de *We The Animals* est la découverte par Jonah de son homosexualité. La liberté des trois frères ne va paradoxalement pas inciter Jonah à assumer cette sexualité nais-

sante. Le père portoricain et les deux frères aînés reproduisent en effet une hyper-masculinité par un comportement extrêmement agressif envers leur mère et entre eux. Lors d'une scène particulièrement marquante, Manny et Joel vont boire, fumer et insulter Jonah de «*bitch*» car il ne se conforme pas aux normes d'une virilité menaçante. Outre la représentation de cette masculinité oppressante, ce film est aussi l'histoire du détachement de Jonah vis-à-vis de cette dernière. Par le dessin et l'écriture, Jonah

se construit un monde onirique puissant selon ses fantasmes et sa sensibilité.

We The Animals est une véritable pépite cinématographique portée notamment par les performances remarquables de Raúl Castillo et Sheila Vand dans le rôle des parents. En sélection officielle au festival du film de Sundance 2018, le film rappelle *Moonlight*, Oscar du meilleur film 2017, dans son approche violente et pourtant poétique de la sexualité queer. En route vers la statuette? ☺

BlacKkKlansman: Nouveau coup de génie pour Spike Lee

Colorado Springs, États-Unis, 1978. Ron Stallworth, policier afro-américain, se fait passer pour un suprémaciste blanc et réussit à infiltrer le Ku Klux Klan.

Aussi hallucinant que cela puisse paraître, *BlacKkKlansman* est l'adaptation par le réalisateur Spike Lee d'une histoire vraie! Pendant plusieurs mois, Stallworth va être en contact téléphonique avec l'organisation raciste et lors des rencontres en personne, Flip Zimmerman, un collègue policier blanc prendra sa place. En plus d'afficher une haine anti-noire, le KKK est notoirement antisémite, et le double blanc de Stallworth est juif. Se joue alors une gigantesque farce où un Afro-américain et un juif vont réussir à s'imposer au sein même de l'organisation qui les méprise.

Une comédie jouissive

«Que Dieu bénisse l'Amérique blanche!» Dans la bouche de l'Afro-américain Ron Stallworth, la for-

mule annonce d'emblée l'ampleur du grotesque qui va se dérouler. Les propos racistes et antisémites sont poussés à un tel extrême que le film atteint les sommets de l'irrationnel et de la drolatique absurdité. Particulièrement marquante est la conversation téléphonique entre Ron Stallworth et David Duke, leader du KKK, pendant laquelle ce dernier affirme être certain de parler avec un blanc car Stallworth prononce correctement ses phrases. L'acteur interprétant ce dernier, John David Washington, le fils de Denzel Washington, offre ici une performance absolument hilarante sur le «parler noir».

«Une claque magistrale, révélant un passé qui n'est pas mort, ni même passé.»

La stupidité de la haine est tournée en ridicule, jusque dans l'intimité

des suprémacistes blancs où l'une des épouses remercie son mari d'avoir donné un sens à sa vie en haïssant les noirs.

BlacKkKlansman est un film que l'on pourrait qualifier de «pop»: situé dans la fin des années 1970, Spike Lee ne se prive pas de magnifiques scènes louant la musique et l'esthétique gospel et disco afro-américaine. La célébration de la culture noire américaine passe aussi par une bande-son ponctuée de pépites du registre *soul* telles que James Brown, The Temptations, ainsi qu'une chanson inédite de Prince.

Dangereusement actuel

Le cadre des années 1970 nous ferait presque oublier les enjeux très actuels des tensions raciales aux États-Unis. Néanmoins, Spike Lee ancre son œuvre sur des vérités historiques avec des images de *Naissance d'une nation* de 1915; film ayant relancé la popularité du Ku Klux Klan et justifié le lynchage d'afro-

américains. Les liens avec l'Amérique contemporaine sont aussi omniprésents. Un dialogue entre Ron Stallworth et un policier blanc sur l'impossibilité d'élire un président suprémaciste blanc provoque un rire nerveux dans la salle... Ainsi Spike Lee n'hésite pas à inclure dans son film les images bien réelles des protestations de néo-nazis et nationalistes blancs à Charlottesville en 2017, ainsi qu'un discours de Trump, le désignant clairement comme élément catalyseur des violences racistes. Le réalisateur rend également hommage à Heather Heyer qui perdra la vie lors de ces protestations, avec la phrase «*Rest In Power*» à la place de «*Rest In Peace*». C'est précisément cette notion d'émancipation des opprimés qui est au centre des questions soulevées par Spike Lee. Il interroge brillamment la conception de l'identité, notamment lorsque le double blanc de Stallworth avoue ne jamais s'être posé la question de ce que signifiait être juif avant d'être confronté à l'antisémitisme.

L'ennui, c'est que le film sera probablement vu par des personnes déjà majoritairement favorables à la vision de Spike Lee. Tourner en ridicule les suprémacistes blancs antisémites pourrait discréditer une menace pourtant bien réelle. Quoiqu'il en soit, ce film demeure une claque magistrale, révélant un passé qui n'est pas mort, ni même passé. Qui est présent. ☺



Décoloniser les imaginaires



COURTOISIE DU MUSÉE DES BEAUX ARTS DE MONTRÉAL

D'Afrique aux Amériques : Picasso en face-à-face, d'hier à aujourd'hui, un retour.

D'JOHÉ KOUADIO
Contributrice

Samedi, plutôt que de profiter de ce qui était annoncé comme l'une des dernières fins de semaine d'été en vadrouillant sur le boulevard Saint-Laurent rendu piéton, plutôt que de me laisser aller à l'oisiveté alléchante des lendemains de soirées un peu arrosées, plutôt que d'essayer de me perdre un peu dans le quartier où j'ai récemment emménagé, j'ai préféré m'enfermer deux heures dans les salles d'exposition surclimatées du 1380 rue Sherbrooke.

« L'histoire de l'art est une discipline à réinventer, à réécrire en prenant en compte les discours et les récits jusqu'alors marginalisés »

« Décoloniser le regard »

Décoloniser, déconstruire, défaire, démolir, désamianter, sont toutes autant de notions qui, de manière générale, m'interpellent, surtout quand elles se réfèrent à des représentations artistiques dont nous sommes plus ou moins gavés depuis le plus jeune âge.

Le plus jeune âge, c'est à peu près par-là que j'ai pour la première fois entendu parler de Picasso. Par ma mère, par la télé, dans

un bouquin... Impossible de remettre le doigt sur le discours qui a gravé son nom en énorme dans mon cerveau, au panthéon des artistes les plus grand-e-s que le monde ait jamais connu, aux côtés de Victor Hugo, Rodin ou Apollinaire. Un peu exagéré me direz-vous? J'en conviens. Mais j'ai mis un certain temps à comprendre que des artistes peintres, des sculpteur-ice-s, des plasticien-ne-s ou des auteur-ice-s pouvaient être rencontré-e-s ailleurs que dans les archives de la culture légitime occidentale (mise en avant à l'école ou dans les livres d'histoire), où les hommes blancs sont surreprésentés.

Alors, «décoloniser [mon] regard», puisque tel est l'objectif ambitieux que s'est fixé le Musée des Beaux Arts de Montréal, c'est tout un projet.

Les vraies Demoiselles d'Avignon

«Arts primitifs », «arts nègres», «arts Africains»: tout ce qui se rapporte au monde non occidental est assujéti aux étiquettes composées par les sciences humaines et sociales blanches et européennes du XIX^{ème} siècle. Il est rappelé que l'histoire de l'art est une discipline à réinventer, à réécrire en prenant en compte les discours et les récits jusqu'alors marginalisés, car leurs codes ne correspondaient pas à l'esthétique occidentale imposée au monde lors des conquêtes coloniales.

Réinventer les narratifs de l'art non-occidental passe alors par la réappropriation de ces mêmes narratifs. Aussi le musée expose les oeuvres d'artistes non-blancs, non-européens, souvent d'origine

ou de descendance africaine (ah, l'Afrique, ce grand pays). Pour n'en citer que quelques-unes, je retiendrais le travail du vidéaste Mohau Modiasengk, né à Soweto, les photographies de Zanele Muholi, artiste queer sud-africaine ou enfin le magnifique tableau intitulé *I learned the hard way* (j'ai appris à la dure, ndlr.) de Mickalene Thomas. Par ail-

leurs, à l'entrée de l'exposition, une installation collaborative créée par un collectif de femmes montréalaises, qui se fait appeler «The Woman Power», est présentée. Ce projet pose une question - qui sont les vraies demoiselles d'Avignon? - et invite des femmes artistes à dialoguer avec l'œuvre du peintre Minotaure. Par la photographie notamment, les

artistes questionnent le rapport qu'entretenait Picasso avec ses modèles et tentent de présenter autre chose qu'une vision fétichisée des corps féminins. L'ensemble de ces travaux fait écho aux écrits d'Achille Mbembe, de W.E.B Du Bois ou de Simon Gikandi. Certaines citations de ces auteurs qui ont fait la pensée décoloniale sont retranscrites sur les murs.

Cette grande exposition, qui réunit des centaines d'oeuvres venues des quatre coins du monde nous donne une occasion unique de pouvoir contempler à la fois des tableaux d'un peintre illustre ainsi que des projets modernes et définitivement décoloniaux. Malheureusement, l'articulation des oeuvres entre elles et le propos tenu globalement par les textes qui accompagnent la déambulation dans les galeries m'ont paru parfois maladroits voire totalement insuffisants quant à une possible déconstruction de notre rapport à l'art non-occidental.

De l'objet au sujet

Pablo Picasso, bien que confronté à des oeuvres et des réflexions critiques de son travail, est tout de même érigé en héros dans cette exposition. En témoignent les frises chronologiques qui lézardent les murs des différentes salles et qui mettent en parallèle l'unique destin du peintre espagnol avec des événements politiques internationaux et transcontinentaux ayant rythmé les luttes d'émancipation des peuples colonisés. J'ai été quelque peu déçue à la lecture des mentions suivantes juxtaposées: «1900: première conférence panafricaine» / «1902:



Zanele Muholi (née en 1972), Phila I, Parktown, 2016, murale photographique. © Zanele Muholi.

Picasso réalise sa première sculpture en terre cuite ».

Loin de moi la pensée que les destins individuels ont moins d'importance que les traités et les conférences internationales. Ma critique réside plutôt dans l'idée que les destins individuels qui ont « voix au chapitre » sont souvent ceux des quelques mêmes grands artistes que l'on a bien voulu reconnaître en tant que tels. À qui l'on veut bien reconnaître un droit à cette individualité. Une décolonisation du regard doit passer par la décentralisation de la culture vers d'autres individualités, notamment celles qui ont été et sont encore dominées, passées sous silence. Ce sont ces dernières qui doivent passer du statut d'objet à celui de sujet. C'est pour ces individualités artistiques qu'il y a urgence. « Picasso face au reste du monde », ce n'est pas un regard décolonisé. C'est encore faire d'un artiste européen le seul sujet que l'on confronte à des centaines de masques Baoulés,

de coiffes Aka mais aussi de corps (souvent de femmes) réduits à l'état d'objet. Celui-ci s'en délecte, s'en inspire, s'en émeut, il leur ajoute une valeur esthétique, et c'est là le fil conducteur d'un projet d'exposition qui se veut décolonial? Encore raté.

« Picasso en Nigritie »¹

Picasso est cité ainsi à propos des objets venus d'Afrique subsaharienne qu'il collecte et dont il s'inspire : «Je ne sais pas d'où ça vient, je ne sais pas à quoi ça sert mais je comprends très bien ce que l'artiste a voulu faire». C'est tout à son honneur (et un peu prétentieux), mais selon moi, un discours véritablement décolonial s'attacherait à souligner que si l'intention de l'artiste anonyme ne nous est pas parvenue, c'est parce que pour la plupart, les possessions de ces objets par des Européens sont l'oeuvre de pillages et d'appropriation par des rapports de forces². Ce n'est pas qu'une question de mysticisme qui relierait

le génie de Picasso et l'âme de celui qui a créé ledit objet. C'est aussi une question de colonisation. Au cours de l'exposition, est surtout mis en évidence ce que Picasso a su apprécier dans ce qu'il appelle « les arts Nègres ». Mais rassurons nous, il «déteste l'exotisme»³.

« Une décolonisation du regard doit passer par la décentralisation de la culture vers d'autres individualités »

On notera aussi les nombreuses références faites à l'amitié qu'entretenaient Pablo Picasso et Léopold Sédar Senghor, poète et premier président de la République sénégalaise, un peu comme pour assurer au public que la rhétorique anticoloniale du peintre de génie fut validée par un de ceux que l'on reconnaît comme un pilier du mouvement de la Négritude. Ces références, ainsi que les oeuvres présentées plus haut qui ont retenu

mon attention, m'ont parfois donné l'impression d'être là en tant qu'alibi, comme pour faire oublier que la mention «Picasso» dans le titre de l'exposition est probablement la raison pour laquelle elle a réuni plus de 150 000 spectateurs. Le peintre protagoniste bien qu'un peu

bousculé, demeure celui dont nous connaissons tou-te-s le nom à défaut de connaître ceux des centaines d'artistes anonymes dont il s'est inspiré ou qui ont su répondre à ses travaux problématiques.

Sur le pas de la porte du musée, la chaleur étouffante à laquelle j'ai pu échapper pendant quelques heures me reprend à la gorge. Je sors de cette exposition un peu frustrée, un peu fatiguée,

avec une opinion clairement mitigée. Cela étant, je suis heureuse d'avoir pu lire en très grand dans une institution culturelle aussi prestigieuse que le Musée des beaux-arts de Montréal, la phrase de Zanale Muholi, surplombant son immense portrait: « Je me réapproprie ma condition noire qui, selon moi, est continuellement interprétée par d'autres privilégiés (...) Je ne joue pas à être noire ».

À quand des centaines de milliers de visiteur-se-s au MBAM se précipiteront pour voir une exposition intitulée: «D'Afrique aux Amériques: Muholi en face à face, d'hier à d'aujourd'hui.» ☹

¹ «Picasso en Nigritie» est le titre d'une allocution de Léopold Sédar Senghor lors de la première exposition du peintre à Dakar, au Sénégal, en 1972
² «99 % des œuvres d'art classique africain sont aujourd'hui hors d'Afrique» Interview du galeriste congolo-belge Didier Claes, propos recueillis par Séverine Kodjo-Grandvaux, 8 juin 2017 dans *Le Monde*
³ Picasso/Apollinaire, Correspondances, Paris, Gallimard, 1992

MODE

La Chambre des Merveilles

Le dernier défilé Palomo Spain inaugure un nouveau genre.

LUC PASQUALINI
Contributeur

Palomo Spain propose un univers. Chaque collection du jeune créateur Alejandro Palomo nous amène, depuis 2016, dans un endroit, un rêve particulier, que ce soit un hôtel, une partie de chasse ou, plus récemment encore, un cabinet de curiosité.

Un défilé baroque

Sa collection printemps-été 2019 prend place dans un décor de vieux musée proche de l'abandon, avec des vitrines de bois couvertes de tissu blanc, un parquet grinçant et un éléphant naturalisé, entre autres animaux. Les invité-e-s vont assister, pendant une demi-heure, à un spectacle insolite, couvert par une musique d'inspiration indienne, rempli d'effets de lumière, de cliquetis, de murmures résonnant dans la galerie. Les mannequins sortent les un-e-s après les autres. Leur pas est lent. La consigne du directeur artistique: marcher tel qu'on se sent, puissant-e. Le but est de marcher calmement, de montrer que le vêtement fait partie de son identité. Le premier mannequin annonce la couleur pour le reste du défilé: coiffé d'un immense panache de plumes d'autruches projetées vers l'arrière, le tout sur un chapeau colonial orné d'une moustiquaire de mousseline descendant sur une veste blanche d'habit XVIIIe. Le tout surmonte une jupe assortie et des cothurnes romaines en cuir blanc montant jusqu'au genou.



Ainsi se succèdent des vêtements aux mêmes inspirations: la Rome antique, l'Angleterre coloniale, les costumes de théâtre, les stars hollywoodiennes des années 1930, les costumes de cour du XVIIème et du XVIIIème siècles. Le tout bruit des étoffes, des plumes, des perles, des franges, des capes, sous le pas des souliers à boucles et des escarpins.

Un éclectisme total

La collection fait référence aux cabinets de curiosité, *Wunderkammer* en Allemand, ces salles de présentation de collections qui ont fleuri à partir de la Renaissance, alors que les pays européens s'ouvraient aux «bizarries» du reste du monde. Le goût des très riches collectionneurs pour les *naturalia*, coraux, œufs d'autruche, noix de coco, montés en orfèvrerie alors, comme ici en sac à main, était caractérisé par un éclectisme assumé. Le but était de présenter à travers sa collection ses goûts les plus personnels, selon une organisation spécifique au collectionneur, qui voulait impressionner ses visiteurs, leur donner les clés de lecture que lui seul possédait. Le parallèle avec une collection de mode, rassemblant les influences les plus diverses pour leur donner une unité, est vite tracé.

Un genre de mode

Surtout, ce qu'accomplit Alejandro Palomo dans ses œuvres, c'est la refonte complète de la notion de

genre dans le vêtement, une différenciation que l'on peut faire remonter très loin dans l'histoire de celui-ci. En effet le vêtement, construction éminemment sociale depuis l'Antiquité, sert à distinguer les fonctions, les classes sociales, les choix de vie, les hommes et les femmes. Cette dernière distinction a été, dans l'histoire de la mode, plus ou moins accentuée ou gommée, en fonction des époques et des acteur-ice-s. On a beaucoup parlé de mode «unisexe», concernant l'introduction de codes vestimentaires masculins dans le vestiaire féminin, tels que le pantalon, le smoking, ou plus récemment les *sweatshirts* présentés comme portés de la même façon pour homme et pour femme. Plus rarement on a vu l'introduction d'éléments féminins dans le vestiaire masculin, rappelons-nous des robes pour homme des années 60, telle la «sumérienne» de Jacques Estérel. Or, ce prétendu «unisexe» adapte chaque type de vêtement à un genre, le féminise, masculinise, jusqu'à perdre son unité même. Palomo Spain, lui, puise autant dans le vestiaire traditionnellement féminin que masculin, et l'embellissement de chaque pièce, par l'imprimé, le drapé, les détails cousus, une boucle de métal gravé, l'utilisation du satin de soie, de la mousseline ou du velours, trans-



forme les mannequins en icônes queer indéfinissables, séparées de toute idée de genre. Palomo Spain parvient à révéler celui-elle qui le porte, transforme le vêtement en outil de pouvoir qui transcende les genres, les époques et les influences. ☹

Les Louanges, premier album !

Le Délit rencontre Vincent Roberge, finaliste des Francouvertes 2017.

Propos recueillis par
Evangéline Durand-Allizé

Le Délit (LD): *Quelle est ton histoire avec la musique?*

Vincent Roberge (VR): J'ai toujours pris des cours d'instrument, en commençant par la guitare. Mes premières expériences de scène datent de l'adolescence, quand je jouais dans les rues de Québec avec des ami-e-s. Plus tard, j'ai étudié en musique au Cégep et navigué parmi de nombreux groupes. En 2015, j'ai participé au festival de la chanson Granby, ce qui m'a permis d'obtenir un peu d'argent, un peu de reconnaissance, et de voyager en France, j'ai même pu aller chez Francis Cabrel, à Astaffort. Les rencontres que j'ai faites à Granby, c'était le dernier coup de pouce pour que je déménage à Montréal. J'ai d'abord sorti un EP - *Les Mercures* - sous le nom « Les Louanges ». J'ai tenté de participer au concours des Francouvertes, j'ai pas été pris; j'ai retenté l'année d'après, j'ai été pris. Encore mieux: je me suis retrouvé en finale. C'est à ce moment-là que je me suis fait remarquer par ma maison de disques, une aubaine pour l'album que je préparais! Et le reste s'enchaîne: la promo, les spectacles...

LD: *Comment crées-tu ta musique?*

VR: Dès qu'il s'agit du processus de création musicale, c'est vraiment moi et mon ordinateur. J'utilise Logic Pro pratiquement comme un instrument. L'album que je m'appête à sortir est assez organique par moments, j'avais mes grilles d'accord et j'enregistrais différentes textures, mais après ça je modifiais les sons, j'en ajoutais des préexistants, tout ceci en utilisant plein de synthétiseurs...

LD: *On te décrit parfois comme l'un des artistes qui déconstruisent la notion du genre. Comment te places-tu par rapport à ça?*

VR: Je ne pense pas être à l'avant-scène de la remise en question du genre. Dans mon album, il y a quand même des marques de genre, je parle de moi par morceaux, j'ai même évoqué ma blonde. Et je reste un garçon blanc hétérosexuel... Mais les sujets de mes chansons ne sont pas genrés, si je parle d'amour, n'importe qui peut s'y reconnaître, un gars avec un gars, un gars avec une fille, des queers, même... un chien (*rire*)? Ces sujets-là sont universels.

LD: *Qu'est-ce que tu veux transmettre dans ta musique?*

VR: Je pense qu'une grosse partie de ma musique évoque la recherche d'un post-adolescent qui n'est pas encore rentré dans de nombreux standards. Même au niveau musical, je ne sais pas exactement où me placer. Je me retrouve dans des playlists trap, hip-hop, alors que je ne m'y conforme pas du tout. À partir de tout ça, ma musique exprime ma vision sur le monde. Mais d'abord, je fais ce que je veux entendre. J'ai une approche *non-bullshit*, j'aime expérimenter, la moitié de mon album est pleine de références, je recherche la poésie, l'accroche. Si j'avais un but à transmettre, c'est bien celui de faire ce que je veux. Je fais des trucs alors que je n'ai pas le physique de l'emploi, du *funky* sensuel alors que je suis pas *funky* sensuel, du rap alors que je me fais rire moi-même quand je rappe...



JEAN-FRANÇOIS SAUVÉ

LD: *Quels sont tes projets pour la suite?*

VR: L'automne va être assez chargé, l'album sort le 21 septembre, j'ai un lancement à Montréal, puis un lancement à Québec et les deux sont *sold-out*. D'ici à 2019, j'ai environ 19 événements de prévus. Je viens aussi de signer pour les Trans de Rennes (Rencontres Trans Musicales de Rennes, *ndlr*), alors je m'en vais faire une petite tournée en Europe pendant deux semaines avant Noël... Il se peut que j'aille en Belgique, à Paris et dans le Nord de la France. Peut-être sortir d'autres sons d'ici à l'été prochain! ☺